



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

253-254 | Janvier-Juin 2011

Chine : regard croisé

Chine-Inde : course au développement et impacts socio-environnementaux

Jean-Marc Quitté et Richard Maire



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6259>

DOI : 10.4000/com.6259

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 233-268

ISBN : 978-2-86781-693-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Jean-Marc Quitté et Richard Maire, « Chine-Inde : course au développement et impacts socio-environnementaux », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 253-254 | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6259> ; DOI : 10.4000/com.6259



Chine - Inde : course au développement et impacts socio-environnementaux

Jean-Marc Quitté¹ et Richard Maire²

La Chine et l'Inde sont les deux plus gros « états-baleines » de la planète, selon la formule d'I. Sachs reprise par J.-P. Domenach (2008), et du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). À eux deux, ils représentent 36,7 % de la population mondiale. Leur croissance respective en 2010 était de 10,5 et 9,7 % (tabl. 1). Véritables laboratoires du développement en temps réel, leur évolution accélérée permet d'identifier plus aisément les relations de cause à effet à l'origine de certaines tendances, voire de pathologies socio-économiques et environnementales spécifiques (photos 30 à 31, annexes). En Chine, l'accélération du développement depuis une quinzaine d'années, constitue un phénomène qui n'avait jamais été observé avec une telle intensité. Cette accélération s'inscrit dans le monde plat et rétréci du « village planétaire » globalisé (Friedman, 2010), avec pour corollaire la « dictature de l'urgence » (Finchelstein, 2011) qui s'exerce en Chine comme en Inde avec une intensité rare. Mais le défi pour l'Empire du Milieu, c'est d'abord de maintenir la cohésion sociale face à une dualité de plus en plus pesante entre hégémonie néolibérale et ancienne tyrannie socialiste revisitée. (Kin Chi, 2005)

Dans le cas de l'Inde, l'accélération dans la course au développement s'est produite sur la base de trois grands changements internes : la politique d'ouverture sur l'altérité, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, largement induite par le Parti du Congrès après l'Indépendance du pays, dans les années 1950 ; les questions agricoles qui préoccupent la plupart des pays de la planète, mais abordées ici sur le modèle occidental productiviste, essentiellement pour

1. UMR 5185 ADES, Maison des Suds, CNRS, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3. Mel : jmquitte@gmail.com

2. UMR 5185 ADES, Maison des Suds, CNRS, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3. Mel : rmaire@ades.cnrs.fr

résorber la faim dans certains États du pays ; enfin la question essentielle de la croissance urbaine considérée comme le moteur principal du développement économique.

Pays (classement mondial PIB)	Superficie (km ²)	Population (millions)	Densité (hab./km ²)	Espérance de vie H - H en 2009	Croissance (%)	PIB - réel : milliards \$ - par habitant : \$
Brésil (8)	8 547 000	195	22,8	77 - 69	7,5	2023 - 10 471
Russie (10)	17 075 000	141	8,2	74 - 61	4	1 477 - 10 522
Inde (10)	3 287 000	1 214	369	65 - 63	9,7	1 430 - 1 176
Chine (2)	9 597 000	1 354	141	75 - 71	10,5	5 475 - 4 283
Afrique du Sud (27)	1 221 000	50,5	41,3	54 - 50	3	354 - 7 101
États-Unis (1)	9 363 000	317	33,9	80 - 75	2,6	14 624 - 47 132
Japon (3)	378 000	127	336	86 - 79	3	5 391 - 42 325

Source : Bilan Économie du Monde, 2011

Tableau 1 – Principales caractéristiques géographiques et économiques de la Chine et de l'Inde au sein du BRICS, comparaison avec les États-Unis et le Japon, année 2010

Pour ces deux pays, le rattrapage dans la course au développement s'accompagne d'impacts environnementaux considérables. En outre, la course aux ressources vitales est en cours. Si la Chine contrôle une bonne partie des métaux rares de la planète (dont 95 % des terres rares), en revanche elle a besoin de nouvelles terres arables et d'élargir ses sources d'approvisionnement en énergie. Il en est de même pour l'Inde. On va donc au-devant d'une « guerre économique » sans précédent d'autant plus que

dès qu'il s'agit de ressources naturelles, il n'est plus question de marché libre. (Lewis, 2011).

Dans un tel contexte, la Chine et l'Inde regardent de plus en plus loin, vers l'Amérique du Sud et surtout vers l'Afrique (Marchal, 2008 ; Jolly, 2011). Quant à la Sibérie avec ses immenses ressources naturelles, elle nécessitera probablement un nouveau statut institutionnel pour l'accueil de nombreux ressortissants chinois indispensables au développement d'un Extrême-Orient russe qui a perdu 14 % de sa population au cours des quinze dernières années (Ge, 2009).

Un glissement de la partie orientale de la Russie vers la Chine, (Koustariov, 2009) devient donc de plus en plus probable.



Figure 1 – Provinces de la Chine

I – La Chine : une « société harmonieuse » qui tarde à venir

Si 1978 marque la première ouverture commerciale du pays avec le cas de Shenzhen situé aux portes de Hong Kong, il faut attendre 1987 pour que le PCC (Parti Communiste Chinois) adopte l'idée que « l'État contrôle le marché, le marché dirige l'entreprise ». Et ce n'est qu'en 1992 que le XIV^e congrès du PCC consacre officiellement « l'économie socialiste de marché » qui est inscrite dans la Constitution en 1993 (Wo-lap Lam, 1997). C'est l'époque où Shenzhen connaît une mutation inconnue jusqu'alors. Au début des années 1980, elle n'était qu'une petite ville de pêcheurs, mais dès 1990-1991, elle a connu une explosion stupéfiante qu'on pouvait observer dès qu'on franchissait la frontière de Hong Kong pour se rendre à Canton : une frénésie de travail jour et nuit et une atmosphère irrespirable. Aujourd'hui Shenzhen est un des

symboles du « miracle chinois » vu de l'extérieur tandis que les *mingong*, ces travailleurs migrants, forment l'envers du décor (fig. 1).

Pour comprendre l'extraordinaire croissance de la Chine depuis 20 ans, il faut avoir présent à l'esprit que ce pays comme l'Inde, dispose à la fois d'une population considérable et d'avantages « techniques, scientifiques et organisationnels » préparés et acquis par les nations industrielles occidentales depuis la révolution industrielle, et récemment par la révolution informatique et Internet (Cotta, 2011). Cette conjonction de paramètres est à l'origine d'une expansion plus rapide et plus radicale que celle connue par les pays européens entre 1950 et 1980. Malgré ses contradictions de plus en plus exacerbées, certains pensent que le pays se situe dans « une phase transitoire » (Sanjuan et Trolliet, 2010). Cependant, malgré des progrès indéniables, le fossé entre riches et pauvres se creuse. La réforme politique se fait attendre tandis que la demande de justice sociale augmente.

1 - Un capitalisme oligarchique et autocratique très efficace

Une question fondamentale se pose : l'économie socialiste de marché, accompagnée par un régime autoritaire, serait-elle plus efficace pour la croissance que le modèle néolibéral et démocratique occidental (Kempf, 2010) ? Certains parlent « d'efficacité impitoyable des régimes autoritaires » se traduisant à moyen terme par des effets collatéraux d'une extrême gravité en terme socio-environnemental (Mallet, 2007). Parmi les indicateurs du développement économique rapide, citons l'exemple de la croissance accélérée de l'oligarchie chinoise. De 1999 à 2009, on est ainsi passé de 50 personnes possédant plus de 6 millions US\$ à 1 000 possédant plus de 100 millions US\$. En 2009, les milliardaires étaient 130 contre 24 en Inde et 359 aux USA notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie (Cotta, 2011). Si l'on s'en tient à une fortune de 1 million US\$, on passe à plus de 825 000 personnes en 2009 regroupant surtout des hommes d'affaires, des promoteurs immobiliers, des boursiers et des célébrités (rapport Hurun, *Quotidien du peuple* en ligne).

La célèbre maxime de Deng Xiao Ping « Enrichissez-vous » a donc été largement suivie. Dans le cas des très riches, un des meilleurs exemples est Wang Chuanfu, issu d'une famille paysanne, qui devient première fortune de Chine en 2009, avec plus de 5 milliards US\$: il est le fondateur en 1995 du constructeur automobile *Byd* dans le secteur de Shenzen. Mais en 2010, Zong Qinghou, petit-fils de maçon, prend la tête avec une fortune de 12 milliards US\$ (entreprise de boisson). Toutefois, A. Cotta (2011) montre

qu'il existe une intrication du politique et de l'économique dans l'explosion de l'oligarchie chinoise. Ainsi les 37 plus grandes entreprises sont publiques dans les domaines de l'énergie, du pétrole, de la banque, de l'immobilier, des télécommunications, de l'électronique. Par contre, les fortunes privées inspirent généralement la méfiance et l'animosité d'où une tendance en hausse à l'émigration : plus de 1 000 en 2009 sont ainsi partis pour les États-Unis d'après le Rapport Hurun. Il existe donc un paradoxe typique entre la volonté de s'enrichir et la réaction égalitariste amplifiée par la fracture entre pauvres et riches. Et, en mai 2010, l'État a montré l'exemple au peuple en condamnant à 14 ans de prison Huang Gangyu, l'ancien président-directeur général de *GOME* (matériel électroménager), qui était à la tête d'une fortune de 5 milliards US\$. Le motif invoqué : « pots-de-vin, délit d'initié et pratiques d'affaires illégales » (Lemonde.fr avec AFP, 18 mai 2010). Or en 2006, Huang Gangyu savait qu'il fallait être « riche en silence » et il disait :

J'espère simplement que nous serons traités comme les autres. (Don Lee et Cao Jun, 2006)

Or cette lutte contre la corruption privée a pour but de cacher les tares du système d'État.

Le principe « un État, deux systèmes » se vérifie depuis plus de trente ans. Sur son blog, le ministère des Affaires étrangères chinois explique que ce principe, qui avait pour but la réunification du pays,

préconise le respect de l'histoire et de la réalité, ce qui permet de sauvegarder les intérêts fondamentaux du peuple chinois tout en entier [...].

Malgré les effets d'annonce sur la nécessité d'une réforme politique, le pouvoir reste sourd aux revendications de tous bords. La crainte d'une déstabilisation sociale et la théorie du complot ressuscitée à propos de la Charte 08 (qui demande un changement de régime, mais qui est assez proche de la Constitution chinoise) vont dans le sens d'un nouveau durcissement. Or la montée du mécontentement général se cristallise autour de deux faits patents :

la disparition générale de l'équité et l'effondrement de la justice. (Yunfei, 2009)

2 - Grands projets, explosion urbaine, *mingong*, spoliation des paysans

En Chine, la spoliation des paysans et de certains citoyens n'est pas chose nouvelle. On connaît le cas emblématique lié à la mise en eau du barrage des Trois Gorges qui a occasionné le déplacement de presque 1,5 million

de personnes. Mais on estime que 4 millions encore seront relogés dans les prochaines années par mesure de « sécurité écologique » (agence Chine nouvelle). Dans les années 1959-1960, la construction du barrage de Sanmenxia sur le Fleuve Jaune (Huanghe, Shaanxi) avait déjà provoqué le départ de milliers de paysans qui ont obtenu en échange des terres stériles à cause de la salinisation par rehaussement du lit du fleuve. Il a fallu attendre 40 ans pour que ceux-ci soient indemnisés ! Mais l'aide de secours, au lieu de concerner 150 000 personnes initialement prévues, a été réduite à 70 000,

ce qui a permis de dégager de nombreux fonds, terrains ou biens matériels qui ont été détournés ou dépensés par certains responsables du Bureau des déplacés de Weinan. (Chaoping, 2010)

L'urbanisation galopante de la Chine est un phénomène qui n'a pas d'équivalent dans le monde (photos 31 et 32, annexes). De 1960 à 2011, la population urbaine chinoise (agglomérations de plus de 1 000 habitants) est passée de 16 à 46 % et devrait dépasser 50 % dans quelques années (Internet : Université de Sherbrooke, Banque mondiale). Si la croissance urbaine a commencé à décoller après la mort de Mao dans les années 1976-1979, on observe un temps de latence dans la modernisation des villes au cours des années 1980 à cause de la priorité mise sur la dé-collectivisation agricole (Sanjuan et Trolliet, 2010). L'accélération de l'urbanisation et surtout de la modernisation des villes est un phénomène récent qui remonte aux années 1990 entraînant un premier grand flux migratoire vers les métropoles littorales. Mais l'intensité du processus d'urbanisation et d'attractivité devient si rapide qu'on aboutit à des effets néfastes difficilement imaginables en Europe. C'est le cas de l'air devenu irrespirable et des embouteillages monstrueux prenant parfois plusieurs jours pour se résorber. À propos de la conurbation géante de Canton/Shenzen, Zheng Tianxiang, spécialiste d'urbanisme, rapporte :

Le gouvernement central continue de juger les dirigeants locaux en fonction de la rapidité avec laquelle leurs agglomérations se développent et de la quantité d'argent qu'elles rapportent. (Mallet, 2007)

Et il en est de même à Tianjin qui espère bientôt dépasser Shenzen, Canton et Pékin et devenir aussi la future première « zone verte » du pays ; mais cela s'inscrit toujours dans une course en avant tirée uniquement par les investissements dans les infrastructures. Pour certains, il s'agit d'une fausse croissance durable fondée, non pas sur la viabilité à long terme, mais sur la possibilité de gains colossaux à court terme (Peng, 2010). Le projet d'éco-ville à Dongtan, près de Shanghai, qui aurait dû débuter en 2010, a pour objectif d'aller dans le même sens d'une ville plus « durable ». Il en est de même pour Wuhan (Guofang Zhai, 2005).

Dans tous les cas de figures, on est au cœur du processus de la mondialisation de l'urgence et du profit. Mais en Chine, l'autoritarisme permet de ne pas s'embarrasser de détail, d'où son efficacité qui subjugué tant les économistes et les financiers occidentaux. Et certains, dans les démocraties occidentales, de souhaiter un passage progressif vers une « autocratie éclairée » par les ploutocrates comme cela se vérifie au Forum de Davos et dans les cercles fermés de type Bilderberg (Kempf, 2010). Mais l'explosion de l'urbanisation chinoise n'a pas fait que des heureux ; elle engendre d'abord la spoliation de nombreux paysans qui sont passés du statut de fermiers/jardiniers à celui de citoyens perchés dans des tours. Pour d'autres, la contrepartie à l'abandon forcé des terres a été une simple somme d'argent. Quand on sait l'importance de la terre pour un paysan chinois, on mesure la gravité de la situation et l'accumulation des rancœurs devant le rouleau compresseur de la modernité sans visage. Pour tenter de calmer les esprits, les « comités de quartier du gouvernement populaire » font de la propagande pour féliciter les villageois modèles qui ont accepté sans rechigner d'être relogés dans des immeubles tout en menaçant les autres de ne pas bénéficier de tarifs réduits et du choix des logements (Leese, 2010).

Dès le milieu des années 1990, des dizaines de millions de paysans sont ainsi montées à la ville pour trouver du travail profitant de l'assouplissement du *hukou*, le certificat du lieu de résidence. Bao Jian (1997), dans le *Quotidien du peuple* de Pékin, rappelait que ces « immigrés de l'intérieur » ou travailleurs migrants (*mingong*), réussissaient pour une partie d'entre eux à s'intégrer progressivement. Et c'est précisément cette migration qui a permis l'extraordinaire explosion des villes chinoises parfois qualifiée de « big bang urbain » dès le début des années 2000 (Westendorff, 2001). Toutefois, ce boom urbain a provoqué une autre vague de migrants en situation précaire à la périphérie des mégapoles de Beijing, Shanghai, Canton. Ces populations mouvantes, sous-payées, ont servi et servent de main-d'œuvre à bon marché pour l'expansion de l'immobilier et la construction de nombreux équipements, comme pour la préparation des Jeux Olympiques de 2008. Mais le plus préoccupant, c'est que le *hukou* n'a finalement jamais été réformé jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, en septembre 1997, juste avant l'ouverture du XV^e Congrès du PCC, la presse se faisait l'écho des discussions en haut lieu en faveur d'une réforme politique. Même Zhu Rongji, homme respecté et tolérant, ancien maire de Shanghai (1989-1991), n'a pas réussi à faire évoluer le *hukou* lors de son mandat de Premier ministre (1998-2003). L'harmonie sociale promise par le Président Hu Jintao tarde à venir et en 2010-2011, on en est toujours au même point. On assiste même à des intimidations et à des mesures de rétorsion, par exemple au sein de la presse économique qui s'était permis de réclamer la suppression de

ce passeport intérieur qualifié d'être « inconstitutionnel » et de « gravement discriminatoire envers les ruraux ». Zhang Hong, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire économique *Jinji Guancha Bao*, est ainsi démis de ses fonctions le 2 mars 2010, soit un jour après la publication du même éditorial dans treize journaux (Guivellic, 2010). Pour mieux comprendre l'iniquité d'un tel système, il faut le ramener à chaque situation personnelle. De nombreux blogs rendent compte des souffrances et même des suicides et tentatives de suicide. Or les 200 à 250 millions de migrants actuels sont devenus des citoyens de seconde zone, un sous-prolétariat, ne pouvant pas bénéficier des avantages qu'ils avaient sur leur lieu de résidence (*hukou* rural) : soins médicaux et éducation pour les enfants. Certes, des *hukou* urbains sont parfois délivrés aux *mingong*, mais beaucoup les refusent car alors ils perdent l'avantage de disposer d'une parcelle de terre dans leur village natal.

En démolissant de nombreuses habitations et en pratiquant des expropriations forcées, ce développement urbain est à l'origine d'injustices, de mouvements de contestation et parfois de drames. En 2009, un exemple symptomatique est illustré par cette habitante de Chengdu (Sichuan), Tang Funzhen, qui s'est immolée par le feu pour empêcher la destruction de son habitation ; cette affaire a remué la presse et des sites Internet, dont le *Renmin Wang* de Pékin, qui n'a pas hésité à dénoncer les abus de pouvoirs, la froideur des autorités et la collusion entre la police et la justice (Li, 2009). De même, dans le Zhejiang, ce processus brutal

prive les ruraux du droit de choix de leur mode de vie et forme une classe de citadins pauvres ayant besoin d'être assistés... Les rancœurs s'accumulent entre les expulseurs et les expulsés, si bien qu'au final toute conciliation devient impossible. (Ye, 2011)

Finalement le vrai problème est symbolisé par l'initiation de grands projets donnant lieu à des réquisitions arbitraires sous le prétexte de l'intérêt public.

Pour réduire l'impact des émeutes et leur dissémination, les autorités utilisent la technique classique de la « fragmentation ». Dans le cas du Zhejiang, les autorités des districts et des provinces s'appuient sur les expériences du passé pour éviter que se reproduise une propagation des émeutes comme à Weng'an, dans le Sud du Guizhou, en 2008, où les responsables locaux ont laissé se répandre les rumeurs tout en cachant la réalité des faits (Yu, 2011 ; Ming, 2008). La technique consiste à isoler le site d'émeute de l'extérieur pour éviter la progression du mécontentement. Or, les hauts fonctionnaires, qui ont

le pouvoir de décision, sont ligotés par le système de notation qui est « fonction du PIB dégagé localement ». Yu Jianrong (2011) ajoute ce terrible constat :

Détruire les maisons des paysans, c'est franchir une limite que personne n'a osé dépasser depuis mille ans... Si nous ne prenons pas la mesure du danger, avec le risque de voir la politique foncière déclencher des vagues historiques d'expropriation et de grands déplacements de population, d'autres affaires horribles risquent de se produire.

3 – Déstabilisation sociale, rôle d'Internet et nécessité d'une réforme politique

Le nombre des émeutes en Chine s'est élevé au chiffre de 74 000 en 2006, soit une moyenne de 200 par jour environ. On sait qu'il est passé en 2010 à près de 100 000 (Yuanjun, 2006). Bien qu'il faille relativiser ce nombre eu égard à la dimension du pays, il n'en demeure pas moins très important. En effet, il est intéressant de constater que ce processus de « tiers-mondialisation » qui se développe en Chine, est également à l'œuvre sur toute la planète (Conte, 2009). Il résulte de l'augmentation de l'injustice sociale à l'encontre des masses les plus défavorisées (ouvriers, paysans, employés) sous couvert de croissance économique et de rationalisation de la production. Il y a là tous les ingrédients d'une future déstabilisation de grande ampleur même si certains analystes pensent que la Chine n'a pas encore une société civile suffisamment développée lui permettant de proposer une autre forme de gouvernance plus respectueuse des individus. Malgré ce retard social, les responsables du gouvernement s'inquiètent des informations qui circulent sur Internet, sur les blogs et microblogs, que ce soit à propos de la Charte 08 lancée par Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix 2010, détenu depuis décembre 2008 pour accusation de subversions, ou plus récemment de la Révolution de Jasmin, d'où un contrôle de plus en plus étroit des technologies d'information et de communication (TIC). Paradoxalement la mondialisation des TIC joue donc en faveur de la « démocratisation » des consciences.

La vraie menace qui pourrait précipiter la Chine dans le désordre social serait un déclin de la croissance comme le pensent J.-L. Domenach (2008) et le sociologue chinois Sun Liping (2009). Or l'émergence et la croissance de la ploutocratie chinoise d'État sont un indicateur du déclin social qui intervient encore plus rapidement qu'en Occident : elles sapent les fondements de l'ancienne morale chinoise, la remplaçant souvent dans la vie professionnelle par la perte des règles fondamentales. En effet, la prise de pouvoir des très

riches correspond aussi à une perte de contrôle du pouvoir central sur les autorités locales. Ces dernières

ne sont désormais plus limitées par le haut ni contrôlées par le bas, et aucune force n'est là pour assurer un équilibre. (Liping, 2009)

On est là au cœur du processus oligarchique qui favorise l'alliance entre riches et politiques comme cela est également vérifié dans les oligarchies occidentales (Cotta, 2011). En fait c'est la perte de la « marque du sacré », symbolisée aujourd'hui par la spoliation des paysans et, à l'époque de Mao, par la destruction des temples, qui conduit à un étouffement des fonds culturel et philosophique fondés depuis plus de 2 000 ans sur les principes moraux du confucianisme et du taoïsme. Or l'accélération de cette modernité économique autoritaire est un des grands paradoxes de la Chine actuelle.

Le pouvoir central est donc placé devant un dilemme. Depuis les événements de la place Tian an Men en 1989, il est obsédé par « la stabilité avant tout », le célèbre mot d'ordre repris depuis. Or durant les deux dernières décennies, la naissance et la croissance d'une classe moyenne, qui s'est fortement enrichie, ont permis de maintenir la contestation des pauvres et des intellectuels à un niveau fragmenté et de basse intensité. Certes le système monolithique mis en place depuis plus de 60 ans a été très efficace en permettant le passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Mais entre les paroles d'ouverture des dirigeants et la réalité, il y a encore un fossé comme l'illustre la vague de répression actuelle à l'encontre des intellectuels.

4 – Nouvelles mentalités, pressions accrues et « syndrome *France Télécom* »

Le « syndrome *France Télécom* » a retenu l'attention à travers la planète, y compris en Chine. En effet, cette pathologie sociale n'est pas propre à la France. Le cas du groupe électronique *Foxconn* a ainsi suscité l'inquiétude des médias chinois. Cette entreprise taïwanaise implantée dans le Sud de la Chine effectue de la sous-traitance pour les sociétés *Nokia*, *Sony* et *Apple*. Liu Daocai (2010), du grand quotidien pékinois *Zhongguo Qingnian Bao* (« *Journal de la Ligue de la Jeunesse* »), souligne la relation inquiétante existant entre *France Télécom* et *Foxconn*, au moment même où les médias chinois dénombrent un onzième suicide par défenestration, dont cinq en mai 2010. Le quotidien souligne

l'absence de garde-fous éthiques et juridiques, mais aussi les méfaits de l'accumulation primitive du capital (terme marxiste caractérisant le premier stade du

capitalisme) qui entraîne de multiples entorses, des violations des lois et même des incidents sanglants,

ajoutant enfin que de nombreuses entreprises en Chine

ne valent guère mieux que *Foxconn*, voire sont pires.

Foxconn a réagi en augmentant les salaires de 20 % (900 à 1 100 yuans/mois), mais sans changer le mode de fonctionnement ni la gestion du personnel (Meiri Jingii Xinwen, 2011).

Mais les vagues de suicides touchent aussi le monde des étudiants des grandes écoles et de l'Université qui sont victimes des dérives actuelles. Selon une enquête auprès de la faculté de Médecine et de Pharmacie de Nankin, la population étudiante constitue un « groupe à haut risque » avec un taux de suicide 2 à 4 fois supérieur à celui de la population générale (20 suicides durant le printemps 2007 à Pékin). Cela tient à l'augmentation des problèmes psychologiques liés surtout à une adaptation difficile à un nouvel environnement fondé sur l'esprit de compétition (Li Runwen, 2008). À cela s'ajoute des difficultés financières creusées par le fossé entre riches et pauvres, la pression pour trouver un travail et souvent des relations amoureuses aléatoires ; ce qui se passe aujourd'hui en Chine chez les générations des « post-80 » est donc un indicateur pertinent de l'impact de la société urbaine sous pression qui touche la jeune génération. Celle-ci est confrontée à l'hyper-modernité des mégapoles, tiraillée entre le besoin de sécurité et l'envie d'aller de l'avant, le désir de rester en ville avec un bon salaire ou de retourner en province près des siens avec un salaire six à huit fois inférieur. Acheter un logement à Pékin, la troisième ville la plus chère d'Asie, est devenu une gageure quand on sait que le mètre carré s'achète 30 000 €. À 30 ans, avec un salaire mensuel pourtant correct de 8 000 yuans (800 €), il est exclu de penser acheter un appartement, de se marier et fonder une famille (Chen et Liu, 2010). La recherche de la sécurité dans la fonction publique attire de plus en plus de candidats, en témoigne le nombre croissant de candidats sur chaque poste au concours, soit 1,46 million en 2009 (93 candidats par poste). Une autre tendance est la volonté de faire ses études ou de les poursuivre à l'étranger. En 2010, on dénombre ainsi 29 000 étudiants chinois en France, soit dix fois plus qu'en 2000, formant ainsi la deuxième population d'étudiants étrangers, mais avec des problèmes spécifiques (Collas, 2011). Quant à la population estudiantine chinoise, elle est soumise à la concurrence effrénée entre les universités ; cette course est symbolisée par le fameux classement mondial de l'Université Jiaotong de Shanghai qui, depuis 2003, classe et note les universités du monde entier, favorisant ainsi une course en avant de l'univers de la connaissance qui se calque désormais sur l'économie de marché.



Figure 2 – Les États de l'Inde

II – L'Inde : des choix d'expansion multiples

S'il est pertinent d'aborder la Chine sous l'angle de l'accélération socio-économique, il est plus judicieux pour l'Inde de ne pas perdre de vue l'inscription des institutions qui l'ont façonné à travers les traces de l'empire britannique et d'autres puissances venues d'Europe. Si pour la Chine, le bon niveau de ses étudiants et leur nombre (90 millions en 2010) lui profitent directement, il n'en est pas de même pour l'Inde. En effet, la plupart des meilleurs

étudiants indiens, formés chez eux partent dans les pays occidentaux et surtout aux États-Unis. Malgré cette perte de matière grise, le pays forme beaucoup d'ingénieurs et continue d'avoir une croissance économique très forte, mais encore mal maîtrisée (fig. 2).

1 – Un modèle économique trop rapidement imposé

La croissance économique indienne est liée aux réformes économiques impulsées dans les années 1990 qui ont considérablement favorisé les échanges internationaux. Dans ce contexte d'accélération, les premières questions qui nous paraissent tenir une place majeure peuvent s'appuyer d'abord sur l'entrée dans le pays d'une aide « humanitaire » massive transmise par un grand nombre d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), contribuant ainsi à son développement économique, sans toutefois garantir la fin de la pauvreté pour les populations les plus démunies. Il ne s'agit pas de juger de l'efficacité de ces organisations, mais de remarquer qu'il est nécessaire de tenir compte de leur présence afin d'évaluer l'accélération que le pays a subie en terme de développement économique.

a – Le rôle des ONG dans l'accélération du développement de l'Inde

En tant que véhicules d'une certaine modernité, les ONG ont contribué à donner l'impression d'une efficacité très proche du modèle économique occidental. Cependant, malgré leur nombre, elles ne sont pas parvenues à ramener l'Inde à la hauteur d'autres pays d'Asie comme la Chine, dont les gouvernements ont

aussi fait en sorte que l'expansion économique devienne plus participative en promouvant la scolarisation et les études supérieures, en améliorant la santé publique, en généralisant les réformes agraires et en favorisant systématiquement l'égalité entre les sexes (grâce à l'éducation et à l'emploi des femmes, surtout). (Amartya Sen, 2007)

En Inde, on peut arguer que les ONG n'ont fait que prendre le relais des grandes missions du culte chrétien car, de la même façon, elles ont importé un modèle fondamentalement éloigné du modèle dominant sur le territoire d'origine. Ainsi, on comprend mieux comment les ONG ont contribué à la disparition du « système *jajmani* » en prônant un modèle d'échange basé sur les intérêts monétaires plutôt que sur les services communautaires. Pour L. Dumont (1996, p. 128),

il s'agit d'une économie naturelle par opposition à l'économie monétaire. Il s'agit aussi de l'économie fermée du village indien, qui trouve ou trouvait en lui-même ou dans son voisinage immédiat les produits et surtout les services indispensables.

La perte de cette forme d'autosuffisance villageoise a permis de faire circuler et d'imposer un nouveau système basé sur l'argent. Profitant aussi du côté attirant de ce pays, voire dans certains cas attachant, les ONG ont contribué à faire entrer des devises sous couvert notamment de l'aide au développement, pour les plus nécessiteux. C'est sans doute par ce biais que l'idée du micro-crédit a pu émerger chez un Indien, Mohammed Yunus : un système d'emprunt dirigé vers les plus démunis qu'il paraît nécessaire toutefois de nuancer.

b – Le micro-crédit : un substitut aux « financiers »

Celui-ci n'est ni plus ni moins que l'institutionnalisation du modèle déjà existant dans le pays, celui des *financers*, éléments incontournables pour les villageois dans le besoin d'emprunter. Ces derniers se sont profondément durcis dans leurs démarches dès l'instant où les produits revendiqués par les villageois ont été plus coûteux et plus difficiles à maintenir dans le temps. En effet, les matières qui occasionnent des dépenses sont devenues à la fois soudaines, éphémères et nécessitant des investissements plus lourds. On ne peut donc pas blâmer le *financer* – produit de financement local faisant partie intégrante de la société des castes – qui, au fil de l'augmentation des besoins des emprunteurs, a augmenté ses taux d'intérêts face aux demandes d'investissements et de remboursements sans cesse plus importants et plus complexes à gérer. Depuis qu'ils se sont sentis mis en concurrence avec les instruments du micro-crédit, ces derniers se replient sur leur tradition. Et, leur fonction sociale, qui justifie leur devoir de prêteur d'argent, devient de plus en plus celle de leader politique. Car tous les *financers* ne sont pas des usuriers, mais des gens issus de familles de gestionnaires communautaires souvent expérimentés, parfois aussi de marchands dont les richesses étaient « garanties par le pouvoir royal, ou au contraire à sa merci » (Dumont, 1966). Nous suivons donc à nouveau le même auteur lorsqu'il affirme que Max Weber avait eu

raison de voir un lien particulier entre le commerce et certaines sectes [...], et que l'histoire économique soit en ce sens tributaire de l'histoire des hérésies...

imposant parfois un nouveau modèle économique, dont celui de la micro-finance n'est qu'un avatar.

c - Les illusions perdues : le micro-crédit remis en cause ?

Dans le système de la micro-finance les agents exposent les emprunteurs à des risques – par exemple de ne pas pouvoir rembourser et d'emprunter pour essayer justement de rembourser : c'est l'engrenage. Autrement dit, il permet d'entrer dans la spirale des emprunts et des remboursements. De l'autre côté, les agents de la micro-finance s'exposent aussi eux-mêmes à des risques face aux haines qu'ils déchaînent dans certains villages, dès lors que les emprunteurs s'organisent contre leur créancier et qu'ils sollicitent l'appui des *financiers* traditionnels – souvent devenus leaders politiques – pour les aider dans leurs démarches juridiques de protestation. Ainsi, le système de la micro-finance est à la fois un bienfait et un danger, notamment pour les emprunteurs les plus démunis comme le souligne Walden Bello (2006, p. 64) quand il écrit que le micro-crédit

ne constitue pas la clé du développement... et que le meilleur moyen d'honorer Mohammed Yunus est probablement de dire : oui, il mérite effectivement le prix Nobel pour avoir aidé tant de femmes à affronter la misère. Mais ses admirateurs discréditent cet hommage et exagèrent grandement lorsqu'ils prétendent qu'il a inventé une nouvelle forme compatissante de capitalisme – le capitalisme social ou entrepreneuriat social – qui constituerait l'arme magique capable de terrasser la pauvreté et de promouvoir le développement.

Et, pour confirmer cette impression, nous ajoutons que cette illusion liée aux facilités d'emprunter n'a fait que déstabiliser les systèmes locaux d'entraide. Preuve en est peut-être, quatre ans plus tard, lorsque le *Courrier International* publie un article intitulé « Une crise des « *subprimes* » » (Mahapatra et Pratim Dutta, 2010) dans lequel les deux journalistes de New Delhi concluent :

l'essor de la micro-finance en Inde risque fort de s'accompagner d'une multiplication des drames de l'endettement.

Ils dénoncent les abus commis par les agents de crédits d'institutions de microcrédit, pour se faire rembourser.

d – Du capitalisme financier au capitalisme agricole

Y aurait-il une culture du capitalisme à enseigner au préalable aux petits emprunteurs ? Leur culture d'origine n'est-elle pas déjà assez grande, pour ne pas avoir besoin qu'on la détourne ? Dans la revue de l'Institut Français de Pondichéry, Philippe Schar (1989, p. 15) constatait que

the development of a capitalist type of agriculture and the resulting economic changes have led to the disappearance of traditional economic relationships unifying the different groups of a village within the framework of the division of labour between the castes.

Cette volonté de vouloir coller dans une société des modèles issus ni plus ni moins d'un mode de pensée socio-centré judéo-chrétien s'ajoute en Inde à celui du système encore plus profondément ancré des castes. N'est-ce pas trop, par exemple pour un individu au bas de l'échelle sociale, par le biais de sa caste – si notre sociocentrisme d'européen est maintenu dans cette question – d'être en prime au pied de son créancier ? Quel outil de dégradation du système social indien vient alors ajouter la mondialisation ? Quelle perturbation engendre-t-il dans le système des castes qu'on cherche encore à rejeter ? En relisant encore Louis Dumont (1966), dès l'introduction de son livre « *Homo hierarchicus* », celui-ci révèle la difficulté à laquelle nous sommes confrontés en Occident car nous sommes formatés par un système de pensée judéo-chrétien. Il écrit :

Notre système social et celui des castes sont si opposés dans leur idéologie centrale qu'un lecteur moderne est sans doute rarement disposé à donner à l'étude de la caste toute son attention. S'il est très ignorant de sociologie, ou d'esprit très militant, il se peut que son intérêt se borne à souhaiter la destruction, ou la disparition, d'une institution qui est un déni des droits de l'homme et apparaît comme un obstacle au progrès économique d'un demi-milliard de gens.

Aujourd'hui la population de l'Inde a plus que doublé et, depuis six mille ans, le système des castes est toujours en place. Or, à peine arrivé, depuis moins d'un siècle et demi, le système capitaliste est déjà quant à lui vacillant, bien qu'il ait eu le temps de révéler des comportements médiocres, notamment sur un plan socio-environnemental. C'est le cas par exemple de la « Révolution verte ».

2 – Une agriculture confrontée à deux courants de pensée : chimique ou biologique

Dès les années 1960, l'Inde aurait atteint son autosuffisance alimentaire mais, par-dessus tout, s'est ouverte dès les années 1990 aux échanges mondiaux : deux changements majeurs qui vont projeter l'Inde sur la scène internationale. L'élément fondateur de cette ouverture sur le monde reste, pour l'Inde indépendante, la Révolution verte (photo 33, annexes).

a – L'exemple de la « Révolution verte » : une introduction à la mondialisation ?

Si la Révolution verte

a commencé au début des années 1960 avec le soutien de la fondation Ford, des USA, et d'agences de développement locales, (Djallal et Heuzé, 2008, p. 103)

nous pensons qu'elle

n'en fut guère une, si du moins l'on considère les taux de croissance des grains en nous plaçant du point de vue de Dantwala, (cité par F. Landy, 2006, p. 72) qui

relève trois groupes de facteurs explicatifs de l'évolution : les facteurs institutionnels, économiques et technologiques.

Ce sont les facteurs technologiques qui retiendront ici notre attention, car ils sont pour nous la marque d'une erreur fondamentale commise par les gouvernements indiens d'alors. En effet,

le véritable facteur déclenchant la révolution verte fut les semences à haut rendement, (Dantwala, 2006)

dont celles de la firme *Monsanto*. Des variétés à hauts rendements qui allaient certes apporter du grain à moudre aux paysans, mais nécessiter aussi l'entrée massive d'engrais chimiques indispensables à leur culture. D'ailleurs, pour les rendre utilisables par les petits paysans, les gouvernants mirent en place des formations et facilitèrent les conditions d'emprunt. Toutefois, F. Landy (2006, p. 77) considère que

la fixation des prix ne correspond pas au souci de rendre les engrais accessibles économiquement aux agriculteurs, mais plutôt à celui de les rendre physiquement disponibles. À cette équité spatiale ne répond pas encore d'équité sociale favorisant les agriculteurs pauvres : le budget des engrais se révélera excédentaire jusqu'au début des années 1970.

Il souligne aussi que

la révolution verte va naître avec des engrais non subventionnés – sauf pour les zones de montagne, et sauf des rabais occasionnels et saisonniers, notamment pour populariser des engrais nouveaux.

Comme partout dans le monde, comment ignorer que les paysans se soumettent petit à petit aux lois du marché et aux monopoles des industries productrices d'intrants agricoles, pour la plupart chimiques.

b – Bhopal, un premier effet négatif flagrant de la mondialisation

Avec un certain recul, il semble plus vraisemblable que le prétexte d'une révolution verte permît l'importation de nombreux produits phytosanitaires fabriqués d'abord aux États-Unis puis sur place, en Inde. La centrale de pesticides à Bhopal, propriété d'*Union Carbide*, explosa en 1984, causant la mort et la désolation aux alentours, et traduisant aussi l'hypocrisie des industriels devant les résultats désastreux et les causes de l'accident. *Il était minuit cinq à Bhopal*, le livre de Dominique Lapierre et Javier Moro traduit bien l'horreur dans laquelle la catastrophe s'est produite, faisant plusieurs milliers de morts au moment de l'explosion, mais plusieurs dizaines de milliers de victimes depuis. Pourtant, les chercheurs ajoutent :

on observe que production et rendements ont toujours été globalement à la hausse, avant comme après les débuts de la révolution verte. (Nadkarni, 1986, cité par F. Landy, 1997)

Des augmentations de rendements qu'on a inutilement rendues très coûteuses aux plans économique et humain. Pour les familles d'agriculteurs les plus pauvres, le modèle agricole proposé par la Révolution verte s'est donc avéré une source d'endettement. Pour maintenir les prix des intrants vers le bas, tout en subissant le coût sans cesse plus élevé des engrais et autres produits phytosanitaires, le gouvernement se mit donc, vers la fin des années 1970, à subventionner certaines productions agricoles de base. La libre entrée des substances chimiques dans l'agriculture allait du même coup être facilitée, jusqu'au point où l'agriculture indienne prendrait le chemin des agricultures conventionnelles des pays occidentaux qu'elle cherchait alors à rattraper. Et, la puissance des *lobbyings* allait prendre le dessus.

À ce sujet, l'article de Pierre Prakash (2006), « L'Inde imprégnée de ses pesticides », est éloquent. Probablement tout aussi grave qu'à Bhopal, mais dans un temps plus diffus, les effets des pesticides contenus dans les sodas des deux grandes multinationales tueront des milliers d'Indiens, mais leur système de protection juridique les mettra à l'abri de toute mise en cause directe. La conclusion de cet article est la suivante :

de l'avis de nombreux experts, l'urgence, en réalité, serait d'éduquer les paysans qui aspergent leurs champs jusqu'à quinze fois par jour sur la manière d'utiliser les pesticides. (Prakash, 2006)

En outre, on commence aussi à mesurer les conséquences réelles de ces changements agricoles à travers l'augmentation des suicides chez les agriculteurs incapables de rembourser leurs emprunts contractés pour l'achat

de variétés type F1, et d'engrais chimiques. Peut-être doit-on chercher les solutions dans d'autres directions ?

c – L'agro-écologie comme une solution durable pour le secteur agricole indien ?

Comme de nombreux pays d'Amérique Latine commencent à le montrer, l'agro-écologie permet d'apporter un certain nombre de solutions à la dégradation des sols, entraînée par l'agriculture productiviste intensive de la Révolution verte. En outre, son principal avantage est aussi de maintenir les agriculteurs dans une certaine forme d'autonomie, ce qui les libère de l'emprise du marché de la consommation et renforce du même coup la cohésion sociale. L'agro-écologie, par les savoir-faire qu'elle s'efforce de remettre en place, semble bien se rapprocher du « système *jajmani* » tel que nous le définissons, dans la mesure où celui-ci offre une plus importante part à l'autosuffisance des villages et des régions de l'Inde. Comme lui, l'agro-écologie prône l'auto-certification comme garantie de qualité des produits à l'intérieur d'un cercle limité de producteurs s'appuyant sur des circuits courts de distribution et opérant dans la proximité géographique de leur entreprise.

Actuellement, l'ONG « Frères des Hommes » dispense des formations à l'agro-écologie dans certaines régions de l'Inde, avec de nombreuses associations locales, comme par exemple *Trust for Rural Development* (TDR), dans le but d'apporter aux paysans de nouvelles connaissances en matière agricole. Ainsi, les ONG montrent qu'elles peuvent encore jouer un rôle important, notamment en conseillant de nouvelles méthodes d'agriculture, moins expansives et moins coûteuses au plan environnemental et au niveau de la santé humaine. De plus, l'agro-écologie entre directement en résonance avec la permaculture qui se développe dans de nombreuses villes d'Amérique Latine, et qui montre encore une issue très favorable à l'autonomie des habitants des villes bien souvent confrontés aux augmentations du coût de la vie et au manque de terres cultivables. Dès lors, on peut continuer de penser que les villes représentent

des moteurs de croissance pour leur région et pour le pays tout entier. (Landy, 2010, in : Chemin et Gelard, 2010, p. 164)

Elles semblent aussi pouvoir donner à leurs occupants des possibilités pour s'autogérer sans forcément dépendre de l'extérieur.

3 – Les villes, moteurs de la croissance ?

L'explosion des villes indiennes ne doit pas faire oublier que l'Inde reste un pays à dominante rurale. F. Landy (2009, p. 161) rappelle que

l'urbanisation ne concerne qu'une minorité de la population – celle-ci demeurant majoritairement rurale... Et il ajoute: les clichés concernant l'urbanisation « galopante » de l'Inde ne doivent pas nous égarer.

Néanmoins, même si elle ne représente pas plus de 30 % de la population totale, la population urbaine porte en elle la force d'une dynamique qui lui est propre, capable sans doute d'influencer le reste du pays, (Photo 35, annexes).

a – Le moteur de la cohésion sociale en Inde diffère de celui de la Chine

Il semble difficile au premier abord de repérer les valeurs communes qui en Inde sont susceptibles de rapprocher les membres de sa société. La première qui vient à l'esprit s'ancre dans la religion hindoue. C'est là sans doute que la différence avec la Chine se fait, ainsi qu'avec le reste du monde. Il est en effet surprenant de voir, quand on vit suffisamment longtemps dans le pays, que l'hindouisme fait preuve d'une grande tolérance à l'égard des autres religions qui sont abritées sur son territoire: environ 13 % de musulmans et 3 % de chrétiens. L'Inde contrairement à la Chine en tolère beaucoup au grand jour. Ainsi est-il courant de voir des hindous entrer dans des églises pour prier. Jésus a été accepté dans le panthéon de l'hindouisme non sans difficultés, il faut le dire. L'inverse est toutefois plus rare, sans doute parce que le christianisme, qui prône la tolérance, porte encore un masque de supériorité transmis par des siècles d'épiscopat.

La cohésion sociale semble aussi s'appuyer sur les fonctions agricoles qui bercent encore fortement le rythme du pays; attente des moussons par exemple, fêtes dédiées aux récoltes etc. Il est vrai que l'Inde compte encore plus de 70 % de sa population dans les campagnes et que les échanges entre ville et campagne sont nombreux. Phénomène récent, la mégalopole est-elle pour autant dépourvue, de fonctions spécifiques? À propos de l'urbanisation indienne, F. Landy (2009, p. 165) évoque d'ailleurs un contraste fort entre ville et campagne :

dans un pays où un hamburger de McDonald's peut valoir plus d'une journée de salaire agricole, certains commerces considérés comme populaires en Europe sont réservés ici à une élite.

L'explosion de l'économie en ville accroît les inégalités sociales dans tout le pays. La cohésion sociale en Inde tient donc de l'utopie, ce n'est au fond pas le modèle qu'elle recherche quand on voit les écarts se creuser entre riches et pauvres.

Au final, la ségrégation sociale change d'échelle. Jusqu'à présent, elle se faisait à échelle très fine : il y a en Inde, de forts contrastes entre les quartiers urbains, mais le bidonville jouxte souvent la résidence bourgeoise. La ségrégation a désormais tendance à changer d'échelon spatial : les pouvoirs publics tentent d'homogénéiser des espaces assez vastes, afin de parvenir à créer de vastes quartiers bourgeois, et du moins des corridors qui apparaissent « propres » entre l'aéroport et le ou les centres des affaires. (Landy, 2009, p. 166)

Mais l'Inde pourra-t-elle longtemps cacher sa misère ? Le gonflement des villes traduit peut être la gestation d'une nouvelle forme d'urbanité aux formes spatiales encore mal définies.

c – Le risque d'une « monstruopole », c'est pour aujourd'hui

De toute évidence, les mutations urbaines génèrent des formes spatiales multiples dans lesquelles se reconnaissent certaines populations, mais aussi dans lesquelles certaines s'enferment plus ou moins durablement. Ainsi, « les nouvelles métropoles de la mondialisation » (Rochefort, 2001) contiennent des zones dans lesquelles les habitants ne sortiront probablement jamais de leur vie. Paradoxalement, le sentiment d'aller vers l'altérité disparaît dans les grandes villes, sans doute par crainte de ne pas découvrir les mêmes choses que dans les images sur l'écran de la télévision. Car bien souvent, pour certaines populations, c'est par le biais de la télévision et du cinéma que la mondialisation est perçue. Cependant, il n'apparaît pas qu'on puisse séparer ceux qui

voient une nouvelle façon de vivre la ville, fondée sur de nouvelles solidarités spatiales de ceux qui dénoncent la formation de ghettos et l'extension irrégulière de zone d'urbanisation provoquées par l'accroissement du nombre des pauvres dans la population urbaine. (Rochefort, 2001, p. 7)

En Inde, les deux visions de la croissance des villes paraissent réunies. Toutefois, les principales caractéristiques de l'asphyxie du monde urbain indien résultent dans les embouteillages. Inextricable problème d'aménagement urbain, le parc de véhicules motorisés ne cesse de croître à une vitesse vertigineuse. Symbole de l'accélération sociale ou de la modernité en général, dans quelle direction faut-il chercher une solution pour revenir à une consommation plus raisonnable de carburants, néfaste à l'environnement et aux êtres

vivants ? Mais d'abord, pourquoi demander à l'Inde de limiter son dynamisme consumériste alors qu'il s'agit du principal modèle dans lequel le pays a fait son entrée. Comme en Chine, la « soif de dépenser des *middle classes* » indiennes (Landy, 2009) reflète le type de comportement dans lequel la société occidentale les a projetées. La machine est lancée. La croissance économique annuelle indienne atteint 8 % tandis que celle de la France peine à dépasser les 2 %. Pourtant, on compte « 144 jours chômés sur les agendas indiens » (*Asian Times Online*, 2004). Et l'auteur de cet article ajoute :

en matière de repos, l'Inde est championne du monde toutes catégories.

Cet article soulève un certain nombre de questions. Mais parmi celles qui nous viennent à l'esprit, et compte tenu de l'évolution fulgurante du pays à laquelle on assiste, c'est l'intégration par les Indiens de la modernité (photo 34, annexes) qui pose une problématique intéressante. Pour bien poser le problème, on peut préciser que si le travail chez les Occidentaux est dissocié de la vie sociale et de la famille, des loisirs et de la culture, en Inde, il apparaît que le travail fait partie intégrante de la vie de l'individu et ainsi, on le dissocie moins de la vie religieuse, par exemple. En effet, certaines fêtes hindoues conduisent à apposer sur tous les objets et outils utilisés dans le travail, qu'ils soient agricoles ou de bureau, un point rouge. On demande alors bénédiction à la déesse Sarasvatî. Ce jour consacré à Sarasvatî, entre fin janvier et début février, ralentit considérablement les activités liées, par exemple, à la communication : il peut s'agir d'un ordinateur de bureau qu'on évitera d'allumer pendant toute une journée. La fumée des bâtons d'encens purificateur allumés à cette occasion – surtout dans les bureaux – servira de transporteur vers un au-delà mystique qui imprègne encore en profondeur la société croyante des villes indiennes. Voilà d'ailleurs ce qui caractérise les quartiers de la ville indienne ; leur traversée est remplie d'un mélange complexe d'odeurs, et le promeneur averti reconnaîtra les parfums qui renvoient selon les quartiers, soit à la pollution des automobiles dans les quartiers d'affaires, soit à des ruelles traditionnelles embaumées par l'encens des *pujas* quotidiennes, ou encore à des zones insalubres des quartiers pauvres souvent délaissés par les services sanitaires de la ville, sans parler des parcs qui restent les derniers sanctuaires de la nature en milieu urbain. La *monstruopole* est peut-être là aussi. Dans la complexité de ses quartiers et de leurs odeurs (Tarabout et Jaffrelot [2006]). Mais saura-t-elle interpréter et adapter positivement ce changement à sa propre société ?

III – Les crises écologique et sanitaire en Inde et en Chine

Aborder l'Inde et la Chine sous l'angle des problèmes environnementaux et sanitaires renvoie au final sur des questions socio-culturelles profondes pour ces deux géants en mutation. Les modèles de développement vers lesquels ces deux puissances ont choisi de se diriger imposent une prise en compte des questions environnementales, pour les générations qu'elles abriteront à l'avenir.

1 – La pression sur l'environnement en Inde et les conséquences sanitaires

Trois exemples méritent d'être mentionnés : la contamination à l'arsenic des aquifères, la pollution atmosphérique et le chrome des tanneries.

a – L'arsenic, la pollution naturelle des aquifères d'un fleuve sacré

La contamination naturelle par l'arsenic intéresse 200 millions de personnes à travers le monde, dont 150 millions dans le bassin du Gange et du Bramapoutre, c'est-à-dire en Inde et au Bangladesh (Bacquart, 2007). Au cours de la surrection récente de la chaîne himalayenne, le Gange, fleuve sacré de l'Inde, a transporté des milliards de mètres cubes d'alluvions en formant des couches aquifères qui ont concentré l'arsenic. Cet élément est particulièrement nocif quand il est consommé de manière régulière à partir d'une certaine dose. Dès 1976, les premières aires contaminées à l'arsenic ont été mises en évidence dans les États du nord de l'Inde. En 1984, ce fut au tour des basses régions de la plaine du Gange (Garaï et *al.*, 1984 in : Sad Ahamed et *al.*, 2006). Les premières conséquences prouvées de cette forme de pollution naturelle sur les populations ont été mises en évidence au milieu des années 1990. L'examen des cheveux, des ongles ainsi que l'urine des personnes vivant dans ces régions ont révélé des taux importants de contamination à l'arsenic.

Comme au Bangladesh, il a été démontré que les causes étaient liées à la consommation de l'eau puisée dans les nombreux puits creusés dans les alluvions pour alimenter les villes et les villages. Les premiers signes apparents chez les enfants, les femmes et les hommes se traduisent par de nombreuses lésions sur la peau (pied noir) ainsi que des signes neurologiques, plus difficiles cependant à mettre en évidence. Les photographies de ces pathologies causées par l'arsenic sont dures à regarder et révélatrices du manque de moyens mis en œuvre pour lutter contre cette forme de contamination sournoise des

eaux souterraines. Comble de l'ironie, on est passé autrefois d'une pollution bactérienne anthropique à aujourd'hui, une contamination chimique naturelle. Généralement en très faible quantité dans la nature, l'arsenic inorganique est très concentré dans les régions aquifères des plaines hautes et basses du Gange. Il remplit les nappes phréatiques qui longent le cours d'eau superficiel. Cette pollution naturelle des eaux de consommation peut être résolue par des traitements des eaux encore coûteux pour les États les plus pauvres du nord de la péninsule. De ce fait, pour l'Inde le problème reste entier.

b – Le chrome des tanneries, la vache n'est plus sacrée

La preuve que l'Inde s'est lancée dans la course au productivisme effréné, qu'elle croit indispensable pour son développement, est que le pays arrive parmi les trois premiers mondiaux en terme de production de chaussures et de vêtements de cuir. Mais la rançon du développement économique se fait par des dérèglements environnementaux. Chercher à quantifier le nombre d'animaux abattus en Inde pour la production de cuir n'est pas notre objectif. Toutefois, on peut signaler pour l'avoir concrètement observé dans nos relations avec les marchands indiens que la culpabilité de certains États, en ce qui concerne l'abattage des vaches, animaux sacrés, est réelle. Ainsi, des convois entiers de vaches trop âgées partent pour être abattus depuis l'État du Tamil Nadu vers le Kérala, pour au final retourner dans le Tamil Nadu pour le traitement des peaux. L'État du Tamil Nadu très traditionnel chercherait-il à se donner bonne conscience en promulguant ces lois ? Toujours est-il que les pollutions entraînées par le tannage des peaux lui reviennent. Certaines rivières atteignent des taux de contamination au chrome dangereux pour la santé des personnes travaillant dans le traitement des peaux ou chez les personnes qui consomment l'eau de leur région. Cette fois c'est donc bien le Sud de la péninsule qui trouve une source de pollution nuisible à sa population. Les maladies entraînées par la pollution des cours d'eau, notamment par les tanneries, sont largement dénoncées par les ONG locales. Mais le but poursuivi par l'Inde est d'obtenir des cuirs pouvant entrer parmi les meilleurs sur les marchés mondiaux. Les cours d'eau contaminés au mercure se rajoutent aux autres formes de pollution qui mettent en danger les habitants du pays.

c – Les « nuages bruns », marqueurs d'un dérapage (social)

Depuis 1990, le nuage brun issu des pollutions anthropiques dans l'atmosphère produit de multiples dérèglements tant au niveau climatique qu'à celui de la santé des êtres vivants. En assombrissant le ciel au-dessus des grandes villes, il fait baisser la température au-dessus de certaines régions

entraînant du même coup des changements dont les répercussions se mesurent rapidement, notamment dans l'agriculture. Par exemple, le processus de photosynthèse des plantes est ralenti et des décalages se produisent entre l'arrivée des saisons sèches ou de pluie, et le développement des plantes. En outre, de sérieux problèmes de santé ont été mis en évidence chez les personnes évoluant dans ces zones sous l'influence du « nuage brun ». Néanmoins il semble qu'il soit encore un peu tôt pour chiffrer les effets destructeurs que ces nuages de poussières laissent planer sur l'ensemble des mégapoles de la planète, et notamment en Inde. Dans ce pays, ce phénomène inconnu des paysans perturbe l'organisation dans le temps des saisons agricoles. L'article de V. Ramanathan et *al.* (2007), publié dans *Nature*, met en évidence les premiers dysfonctionnements liés à la présence de ce nuage dans les zones les plus urbanisées du globe. Ils parviennent à une hypothèse selon laquelle, certes les zones sous le nuage se refroidiraient masquant la mesure exacte du réchauffement climatique, mais en plus la zone supérieure du nuage maintiendrait la chaleur produite par le soleil en altitude, ce qui entraînerait l'accélération de la fusion des glaciers de l'Himalaya, principal réservoir d'eau du subcontinent indien. Peut-on imaginer mettre en place une agriculture durable, sans que des changements aussi marqués soient maîtrisés ?

2 – Les crises écologique et sanitaire en Chine

En Chine, la quasi-absence de prise en compte des coûts environnementaux et sanitaires pendant des décennies – les externalités négatives liées à la pollution – conduit à la situation dramatique actuelle. Il y a vingt ans, on parlait déjà de « *China on the edge* » (He Bochuan, 1991).

a – Accélération de la crise environnementale

Avec la course au développement, la situation n'a fait qu'empirer, illustrant de manière la plus claire possible l'accélération des inconséquences d'un modèle de développement contre nature associant ultralibéralisme économique et dictature politique. En décembre 2009, à la Conférence de Copenhague sur le climat, qui fut un grave échec, les deux pays les plus pollueurs de la planète, les États-Unis et la Chine ont refusé de s'engager sur une réduction chiffrée des gaz à effet de serre pour 2020 et 2050. En 2010 s'est tenue à Tianjin la Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique : la Chine a alors exprimé son vif intérêt pour la défense de l'environnement. À l'instar des problèmes sociaux, les questions environnementales hantent l'esprit des responsables politiques car de nombreux seuils ont été franchis. Pékin a livré un rapport

indiquant que la dégradation de l'environnement avait coûté 145 milliards € en 2008, soit 3,9 % du PIB (Grangereau, 2011). Pour la première moitié de la décennie 2000, la Banque Mondiale (2007) estimait le coût total des pollutions de l'air et de l'eau à 2,68 % du PIB. Certes quelques progrès ont été enregistrés dans les villes avec une baisse du dioxyde de soufre liée à une meilleure efficacité énergétique. Mais de manière globale, la pollution a augmenté, notamment les particules toxiques et le gaz d'échappement liés au parc automobile pléthorique dans les grandes villes. Ainsi Pékin devrait avoir cinq millions de véhicules fin 2011 malgré le ralentissement programmé des immatriculations.

De plus en plus de chercheurs chinois s'interrogent donc sur la durabilité d'un tel système artificiellement sur-gonflé. Ainsi la catastrophe de Zhouqu (Gansu), qui a vu la destruction de la ville par une coulée de boue résultant de la destruction des forêts, a marqué profondément les esprits car il ne s'agissait pas d'un hasard :

le miracle chinois est-il à l'image de Zhouqu ? La réponse n'est sans doute pas simple. Mais un sociologue a avancé sa version : la croissance est là, l'enrichissement aussi, mais il n'y a plus d'air frais, plus d'eau potable ni de nourriture saine. Voilà le développement à la chinoise ! (Yan, 2010)

L'impasse actuelle prend en Chine des proportions plus visibles et plus évidentes qu'ailleurs dans le monde, démontrant que les structures politiques du pays ne sont pas adaptées aux priorités actuelles. Ainsi, malgré les lois et la Constitution, le gouvernement central n'est pas encore en mesure de contrôler les gouvernements provinciaux et des districts. Beaucoup d'entreprises puissantes achètent le silence des fonctionnaires ; et la police locale est souvent du côté des entreprises et non des citoyens.

b – Conséquences sanitaires de la pollution et « villages du cancer »

Avec le processus de mégalopolisation et l'implantation des usines à la campagne, les pollutions chimiques de l'air, de l'eau et du sol sont devenues de plus en plus fortes autour d'un nombre croissant de villages agricoles, qui payent un lourd tribut. Depuis de nombreuses années, on parle de « villages du cancer ». Pour réaliser l'ampleur d'un tel drame, il faut visualiser et entendre ce que les textes académiques et les chiffres ne disent pas. Ainsi de multiples témoignages ont été rapportés par la presse chinoise, mais également par des films documentaires qui montrent les victimes et ceux et celles qui ont décidé de protester, malgré les intimidations et les violences (Van Luyn, 2011 ; Zimmermann, 2011). Un inventaire des « villages du cancer » et une carte ont été réalisés et publiés dans le magazine *Fenghunag Zhoukan* de Hongkong

(Fei, 2009). Les exemples les plus nombreux sont situés au centre (Sichuan-Chongqing) et dans la moitié est et nord-est du pays. Actuellement on estime que le nombre de « villages du cancer » atteindrait plus de 400 (Watts, 2010). Le cas de Xiditou est symptomatique : situé à 15 km du stade de Tianjin, il est entouré par 180 usines chimiques. La pollution de l'air est responsable d'une incidence des cancers 25 fois supérieure à la moyenne (Grangereau, 2006). La plupart des gens sont résignés et beaucoup meurent sans traitement. Ceux qui décident d'attaquer en justice rencontrent de multiples problèmes à cause des collusions locales.

Mais le cancer est aussi un problème national. Dans les années 2000, cette maladie est devenue la première cause de mortalité en Chine avec une augmentation de 19 % dans les villes et de 23 % dans les campagnes (Chuanjiao, 2007). La province du Jiangsu (capitale Nanjing), juste au nord de Shanghai, est la plus touchée du pays avec 12 % des cas de cancer liés à l'eau polluée. Depuis 30 ans, le taux de cancer a augmenté de 80 % (Watts, 2010). Le cancer du sein, pourtant moins développé que dans les pays occidentaux (prévalence de 138 pour 100 000 en France en 2000), est en très forte progression dans les grandes villes à cause de la pollution, du stress au travail et d'un mauvais régime alimentaire, avec une augmentation de 27 % depuis 1997 à Pékin pour une prévalence actuelle de 45 pour 100 000. À Shanghai, cette prévalence monte à 60 pour 100 000 aujourd'hui, au lieu de 17 pour 100 000 en 1972 (Melquiot, 2007). Avec une prévalence des cancers de 300 pour 100 000 au milieu des années 2000, Shanghai se rapproche des taux des pays occidentaux (Feng, 2005). Quant au cancer de l'estomac, il demeure le plus fréquent après ceux du poumon et de la prostate. Il est dû essentiellement à *Helicobacter pylori* qui est favorisé par une alimentation où dominent les produits fermentés et par l'absence de réfrigérateur. C'est pour cette raison que la prévalence de ce cancer a diminué dans les villes (Yang, 2006).

c – La contamination par les « e-déchets » (matériels électriques et électroniques)

Dans la province de Guangdong, la ville de Guiyu est devenue célèbre car elle possède la plus grande décharge de déchets électroniques du monde permettant le recyclage à bas prix des métaux précieux et d'éléments toxiques comme le plomb et le chrome hexavalent. Le matériel est importé des USA, du Canada, d'Europe et du Japon, en passant par Hong Kong, car ces importations sont théoriquement interdites par le gouvernement chinois. Les analyses de sang effectuées sur les enfants de Guiyu indiquent des concentrations anormales en plomb de 15 µg/dL en moyenne, soit trois fois supérieures à la limite

permise en Europe (Huo et *al.*, 2007). Dans cette agglomération, l'industrie du recyclage des déchets électroniques emploierait 150 000 personnes. Comme les USA n'ont pas ratifié la Convention de Bâle sur les déchets dangereux, ces déchets sont donc légalement exportés vers la Chine, mais également vers l'Inde (New Delhi) et le Pakistan. La responsabilité des pays occidentaux est également engagée à travers le système économique du gaspillage fondé sur l'obsolescence programmée du matériel (Fabre et Winkler, 2010).

Dans le cas du matériel informatique, les risques sanitaires sont présents au niveau de la chaîne de production. Ainsi, en janvier 2011, plusieurs ONG chinoises publient à Pékin une étude qui est reprise par la presse de Canton. Elle met l'accent sur la responsabilité du géant de l'informatique mondiale car il fait travailler des sous-traitants qui ne respectent pas l'environnement et la santé des employés. Ma Jun, un des auteurs, est le responsable de l'ONG IPE qui lance en 2006 la première banque de données sur la pollution en Chine (www.ipe.org.cn). Les empoisonnements à l'hexane dans une usine de Suzhou (Jiangsu), appartenant à *Wintek*, premier producteur mondial taïwanais d'écrans tactiles et sous-traitant d'*Apple* et de *Nokia*, ont suscité la méfiance des consommateurs en Chine. Mais la société *Apple* continue de garder le silence sur l'identité de ses partenaires afin de préserver ses nouveautés (He et Yuan, 2011).

*

La Chine comme l'Inde sont soumises à l'accélération de l'histoire, marqueur d'une rupture politico-socio-écologique. En évoquant la vie moderne, urbaine, industrielle de l'Inde, Madeleine Biardeau (1995, p. 264) considère que

l'idéologie qui pourrait porter cette énorme mutation matérielle – dont il n'est pas question de nier la nécessité par ailleurs – est encore à naître. Spéculer plus avant et donner une note optimiste ou pessimiste pour conclure serait substituer sa philosophie personnelle à ce que l'histoire a d'imprévisible. Les uns penseront que les conditions matérielles nouvelles créeront l'idéologie appropriée; mais il est à craindre que les choses ne se soient jamais passées ainsi dans l'histoire. D'autres, plus sensibles au rôle des idées et des valeurs, se demanderont avec inquiétude comment l'Inde s'équipera mentalement pour répondre aux exigences nouvelles. Pendant ce temps, l'Inde vivra comme elle pourra et prendra peut-être un visage que personne n'aurait pu prévoir.

Si effectivement le prochain visage de l'Inde n'est pas prévisible, il n'en demeure pas moins que dans sa course à la croissance, en grande partie

centrée sur le profit, l'Inde s'essoufflera comme la Chine. Aussi, les points sensibles que nous avons soulevés ici ne sont-ils pas exhaustifs, car l'Inde est si diverse dans sa façon encore d'accepter sa société et à prendre en considération son environnement qu'il n'est toujours pas possible de prévoir les changements vers lesquels elle se dirige. Néanmoins ce pays semble avoir gardé une puissante ressource : sa culture, qui le rend encore si spécifique et si différente de la Chine.

Quant à la Chine, deuxième puissance mondiale depuis 2010, sera-t-elle capable de proposer de nouvelles idées au monde sur le concept « d'harmonie » ? Pour cela il faudrait qu'elle se transforme rapidement sur le plan politique car le modèle actuel n'est pas tenable longtemps (Domenach, 2009). Or la Chine a toujours été un empire et pour Marc Mangin (2008),

le parti communiste chinois n'incarne rien d'autre qu'une nouvelle dynastie [...]. La Chine se sait menacée, moins par la colère des hommes ou la dégradation de son environnement que par le déséquilibre des énergies qui les meuvent et dont les autorités doivent se porter garantes. La menace vient de l'intérieur.

Pour résoudre ce risque intérieur, le professeur Chen Zhiwu, de l'Université de Yale, montre que l'État absorbe les trois quarts des richesses et ne les redistribue pas assez à l'immense majorité de la population. Il suggère

trois grandes réformes structurelles : démocratisation du système, réforme fiscale et programme de privatisation des derniers actifs de l'État.

Les dépenses à caractère social (assurance-maladie, réseau de sécurité sociale, éducation) sont indispensables pour calmer le mécontentement et permettre au revenu des ménages de suivre le rythme du PIB afin de relancer la consommation (Zhiwu et Zhenghua, 2008). Les prochaines années devraient permettre de voir si la Chine sort progressivement de sa phase transitoire d'accélération pour se diriger vers un système viable sur les plans social et environnemental.

Remerciements : à Thomas Bacquart (Docteur de l'Université Bordeaux I) pour ses renseignements sur la pollution en arsenic en Inde et au Bangladesh ; au professeur Jean-Bernard Racine (Université de Lausanne) pour ses avis et renseignements bibliographiques en géographie urbaine ; à Carlos Jenart (centre de documentation Regards, Maison des Suds) pour son aide bibliographique.

Bibliographie

Ahamed S., Kumar Sebgupta M., Mukherjee A., Amir Hossain M., Das B., Natak B., Pal A., Chandra Mukherjee S., Mukherjee A., Srivastava R. et Chakraborti D., 2006 - Arsenic groundwater contamination and its health effects in Uttar Pradesh (UP) in upper and middle Ganga plain, India : A severe danger. *Science of the Total Environment*, n° 370, p. 310-322

Amartya Sen, 2007 - *L'Inde. Histoire, culture et identité*. Paris : Odile Jacob, 416 p.

Asia Times Online, 2004 - 144 jours chômés sur les agendas indiens. *Courrier International*, Paris, n° 724, p. 67.

Bacquart Th., 2007 - *Développement de méthodes de spéciation de l'arsenic : approches appliquées à la contamination des eaux souterraines au Bangladesh*. Talence : Thèse, Université Bordeaux 1, 270 p.

Bello W., 2006 - Le microcrédit, ce n'est pas la panacée. *Courrier International*, Paris, n° 834, p. 64.

Biardeau M., 1995 - *L'Hindouisme. Anthropologie d'une civilisation*. Paris : Flammarion, 312 p.

Bilan Économie du Monde, 2011. *Le Monde*, Paris, *Hors Série et Images économiques du Monde*.

Caplan B., 2007 - The myth of the rational voter. Why democracy choose bad policies. *Policy Analysis*, n° 594, p. 1-25.

Chemin A. et Gelard J.-P., coord., 2010 - *L'émergence de la puissance indienne. Mythes et réalités*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 299 p.

Chen Yan, 2010 - Fazhan : Développement. *Courrier International*, Paris, n° 1038, p. 39.

Chen Yanwei et Liu Xing, 2010 - Les « post-80 », génération sous pression. *Courrier International*, Paris, n° 1044, p. 66-67.

Collas A., 2011 - Étudiants chinois. La grande loterie. *Le Monde*, Paris, 25 février 2011, p. 1 et 17.

Cotta A., 2011 - *Le règne des oligarchies*. Paris : Plon, 212 p.

Deng F., 2009 - Un inventaire des villages du cancer. *Courrier International*, Paris, n° 970

Djallal et Heuze G., 2008 - *Les mots de l'Inde*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 128 p.

Domenach J.-L., 2009 - *La Chine m'inquiète*. Paris : Perrin, coll. « Tempus », éd. revue et augmentée, 278 p.

Don Lee et Cao Jun, 2006 - Travail, sois riche et tais-toi. *Courrier International*, Paris, n° 822-823-824, p. 17.

Dorin B. et Landy F., 2002 - *Agriculture et alimentation de l'Inde, les vertes années, 1947-2001*. Paris : INRA, 248 p.

Dumont L., 1966 (rééd. 1986) - *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*. Paris : Gallimard, 450 p.

Fabre M. et Winkler W., 2010 - *L'obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage. Le cas des produits électriques et électroniques. Rapport*. 27 p., www.amisdela terre.org et www.cniid.org

Fei D., 2009 - Chine : un inventaire des villages du cancer. *Courrier International*, Paris, n° 970, 4 juin 2009.

Feng Z., 2005 - Rich or poor, cancer is nation's biggest killer. *China Daily*, 16 avril 2005, p. 2.

Finchelstein G., 2011 - *La dictature de l'urgence*. Paris : Fayard, 228 p.

Friedman Th., 2010 - *La terre est plate*. Paris : Éditions Perrin, 448 p.

Frisbie H., Erika J.-M., Ahmad Zaki Y., Mohammed Yusuf S., Raul E. S, Ortega R., Donald M.M. and Bibudhendra S., 2005 - The Development and Use of an Innovative Laboratory Method for Measuring Arsenic in Drinking Water from Western Bangladesh. *Environmental Health, Perspectives*, 19 May 2005, 44 p.

Ge C., 2009 - Sans les Chinois, pas de prospérité. *Courrier International*, Paris, n° 995, p. 36.

Grangereau Ph., 2006 - Xiditou, « village du cancer » sacrifié à la croissance chinoise. *Libération.fr*, 11 avril 2006.

—, 2011 - La Chine prompte à épurer les chiffres de sa pollution. *Libération.fr*, 19 janvier 2011.

Guivellic B., 2010 - *Un journaliste co-auteur d'un éditorial sur le passeport intérieur chinois est limogé*. In : site « Aujourd'hui la Chine », 11 mars 2010.

Guofang Zhai, 2005 - An ecological model of urban land use in developing China. In : Murayama Y. and Du G., eds. - *Cities in Global Perspectives*. Tokyo : College of Tourism, Rikkyo University with IGU Urban Commission, p. 568-577.

Haski P., 2008 - *Internet et la Chine*. Paris : Seuil, 144 p.

Haining H. et Duanduan Y., 2011 - Chine : Apple, les grands principes et la triste réalité des usines. *Courrier International*, Paris, n° 1058, p. 38-39.

He Bochuan, 1991 - China on the edge. The crisis of ecology and development. *China Books Periodicals*, 208 p.

He H. et Yuan D., 2011 - Apple, les grands principes et la triste réalité des usines. *Courrier International*, Paris, n° 1058, p. 38-39.

Huo X., Peng L., Xu X., Zheng L., Qiu B., Zhang B., Han D. et Piao Z., 2007 - Elevated blood lead levels of children in Guiyu, an electronic waste recycling town in China. *Environmental Health, Perspectives*, n° 115, p. 1113-1117, doi:10.1289/ehp.9697

Jolly J., 2011 - *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*. Paris : Pygmalion, Flammarion, 328 p.

Kempf H., 2011 - *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*. Paris : Seuil, L'Histoire Immédiate, 187 p.

Kin Chi L. dir., 2005 - *Le miracle chinois vu de l'intérieur. Points de vue d'auteurs chinois*. Paris : Éditions Syllepse, Centre Tricontinental, coll. « Alternatives Sud », 183 p.

Koustariov A., 2009 - Far East : quand la Sibérie sera chinoise. *Courrier International*, Paris, n° 995, p. 32-33.

Landy F., 1997 - Une révolution vert pâle : les limites de l'intensification agricole en Inde semi-aride. *Annales de Géographie*, Paris, n° 598, p. 571-591.

—, 2006 - *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*. Paris : Belin, 270 p.

—, 2009 - L'urbanisation indienne : des bidonvilles aux centres commerciaux. In : Chemin A. et Gélard J.-P., dir. - *L'émergence de la puissance indienne. Mythe et réalités*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, p. 161-168.

Leese S., 2010 - Sur l'île de Guanzhou, le temps suspendu. *Chineplus*, Paris, n° 13, p. 50-54.

Lewis L., 2011 - Qui contrôle la production mondiale de métaux rares ? *Courrier International*, Paris, n° Hors-série : février-mars-avril, p. 68-69.

Li H., 2009 - Chine : une expropriation qui tourne au drame. *Courrier International*, Paris, n° 997, p. 32.

Li Runwen, 2008 - Vague de suicides chez les étudiants. *Courrier International*, Paris, n° 945, p. 31.

Liu D., 2010 - Le syndrome France Télécom frappe la Chine. *Courrier International*, Paris, n° 1022, p. 48.

Mahapatra R. et Dutta A.P., 2010 - Une crise des *subprimes* façon villageoise. *Courrier International*, Paris, n° 1047, p. 39.

Mallet V., 2007 - Bienvenue dans les mégalofoles. *Courrier International*, Paris, n° 864, p. 42-44.

Mangin M., 2008 - *Chine : l'empire pollueur*. Paris : Arthaud, 193 p.

Marchal R., 2008 - La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants. In : Jaffrelot C., coord. - *L'Enjeu Mondial, les pays émergents*. Paris : Presses de Sciences Po-L'Express, p. 235-247.

Meiri Jingii Xinwen, 2011 - Pour S. Jobs, « Foxconn, c'est plutôt chouette ». *Courrier International*, Paris, n° 1058, p. 39.

Melquiot P., 2007 - Le cancer du sein est en très forte progression en Chine. *Site Actualité-News-Environnement*, 30 octobre 2007.

Meyer E.-P., 2007 - *Une Histoire de l'Inde. Les Indiens face à leur passé*. Paris : Albin Michel, 358 p.

Ming Z., 2008 - Chine : contre les rumeurs, rien ne vaut la transparence. *Courrier International*, Paris, n° 923, p. 26.

Peng Y., 2010 - Tianjin, la fausse croissance durable. *Courrier International*, Paris, n° 1038, p. 39.

Puel C., 2011 - *Les trente ans qui ont changé la Chine (1980-2010)*. Paris : Buchet-Chastet, 523 p.

Quitté J.-M., 2003 - *La filière maraîchère de Mettupalaiyam. Une approche géographique des échanges marchands en Inde du Sud*. Pessac : Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 316 p.

Ramanathan V., Ramana M.V., Roberts G., Kim D., Corrigan C. Chung C. et Winker D., 2007 - Warming trends in Asia amplified by brown cloud solar absorption. *Nature*, Vol. 448/2, August, p. 575 - 577.

Sanjuan T. et Trolliet P., 2010 - *La Chine et le monde chinois*. Paris : Armand Colin, coll. « U-Géographie », 384 p.

Shashi Tharoor, 2000 - *L'Inde. D'un millénaire à l'autre : 1947 - 2007*. Paris : Seuil, 467 p.

Sun Liping, 2009 - Chine : la vraie menace, c'est le déclin. *Courrier International*, Paris, n° 969, p. 45.

Tarabout G. et Jaffrelot C., 2006 - Les transformations de l'hindouisme. In : Jaffrelot C., coord., rééd. 2006 - *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Paris : Fayard, chap. XXIV.

Van Luyn F.-J., 2010 - *Contaminés : les Chinois dans l'enfer écologique*. Film documentaire, 73', Hollande.

Watts J., 2010 - *China's « cancer village » reveal dark side of economic boom*. Guardian.co.uk, 7 juin 2010.

Westendorff D., 2001 - Le big bang urbain (métropoles Chine). *Courrier de la Planète*, n° 66, VI, p. 20-23.

Wu L., 2007 - Comme un corps qui enfle. *Courrier International*, Paris, n° 864, p. 43.

Xie Chuanjiao, 2007 - Pollution makes cancer the top killer. *China Daily*, 21 mai 2007, p. 1.

Xie Chaoping, 2010 - La grande migration. *Courrier International*, Paris, n° 1041, p. 23-24.

Xin J., 2011 - Les campagnes phagocytées par l'urbanisation. *Courrier International*, Paris, n° 1054, p. 33-34.

Yang L., 2006 - Incidence and mortality of gastric cancer in China. *World Journal of Gastroenterology*, vol. 12, n° 1, p. 17-20.

Yuanjun T., 2005 - La révolte gronde dans les campagnes. *Courrier International*, Paris, n° 790-791, p. 27.

Yu J., 2011 - Une limite jamais franchie en mille ans. *Courrier International*, Paris, n° 1054, 13 janvier 2011.

Yunfei R., 2009 - Chine : il est temps de négocier des réformes. *Courrier International*, Paris, n° 951, p. 27.

Zou Z., 2008 - L'État absorbe trop de richesses. *Courrier International*, Paris, n° 943, p. 42-43.

Zimmermann D., 2010 - *Sous les ordures, la Chine*. Film documentaire, 25', Allemagne.

Sites consultés :

- Frères des Hommes : <http://www.fdh.org/-Inde-Formation-des-familles-.html>
- Libération : <http://www.liberation.fr/terre/010161516-l-inde-impregnee-des-pesticides>
- Permaculture : <http://www.permaculturefrance.com/index.htm>

| **Résumé** |

La Chine et l'Inde sont les deux plus gros « états-baleines » de la planète. Pour ces deux pays, le rattrapage dans la course au développement a profité d'une population considérable et des avantages techniques et scientifiques accumulés dans les sociétés occidentales depuis 50 ans. Le boom urbain est le moteur de la croissance économique qui a engendré notamment une oligarchie et la formation d'une classe moyenne qui consomme et voyage. Mais le fossé se creuse de plus en plus entre riches et pauvres. Une telle mutation s'accompagne d'impacts environnementaux considérables, avec l'exemple des « villages du cancer » en Chine et l'emploi massif des pesticides en Inde. L'efficacité économique de la Chine serait liée en partie à son régime autoritaire alors que l'Inde reste plus tournée vers sa culture malgré la course au profit.

Mots-clés : Chine, Inde, développement, environnement, urbanisation, agriculture.

| **Abstract** |

China - India: economic mutation and socio-environmental impacts

China and India are the two biggest «whales states» of the planet. For these two countries the quick economic development has benefited from a large population and from the technical and scientific discoveries accumulated in Western societies since 50 years. In both countries, the urban boom is the engine of economic growth and has led to the formation of a middle class that consumes and travel, and also to an oligarchy. So the gap is growing between rich and poor. Such a mutation is accompanied by significant environmental impacts, with the examples of «cancer villages» in China and the massive use of pesticides in India. The competition to vital resources is underway as energy and food. The economic efficiency of China is linked to his authoritarian regime while India remains focused on its culture despite the quest of profit.

KEYS-WORDS: China, India, development, environment, urbanisation, agriculture.

中国-印度：发展的竞争与社会和环境的震动

概要：

中国和印度是地球上人口最众多的两个国家。拥有绝对优势的人口数量以及充分利用西方国家积累的先进科学技术，为中国和印度的发展和经济赶超提供了有利的条件。两个大国对根本资源的竞赛正在进行当中。城市人口的爆涨成为中印经济增长的动力；而经济的高速增长尤其形成了寡头政治，也孕育了以消费和旅游为主要生活方式的中产阶级。贫富之间的鸿沟越来越深。随着环境受到的不可忽视的冲击，一种巨变正在形成中，以中国的“癌症村”和印度的大量使用农药为例。中国经济发展的高效率也许和它的专政政体相关，而印度在充分投入经济竞争的同时，和中国比起来，传统文化似乎得到了更好的保存。

关键词：中国，印度，发展，环境，城市化，农业。

ANNEXES

<i>Introduction</i>	Photos 1 à 3
<i>La mutation de la Chine aujourd'hui</i>	Photos 4 à 10
<i>Disparité régionale de la Chine</i>	Figure 1
<i>La pauvreté rurale en Chine du Sud-Ouest: exemples de deux communes du Guizhou</i>	Photos 11 et 12. Figures 2 à 5
<i>Le développement de l'agriculture en milieu karstique dans le Sud-ouest de la Chine: l'exemple du Guizhou (district de Ziyun)</i>	Figure 6
<i>Le patrimoine karstique de la Chine du Sud-Ouest: contexte géotectonique, genèse du karst et rôle de l'effet de site</i>	Figures 7 à 9 . Photos 13 à 23
<i>Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique</i>	Photos 24 à 28
<i>Chine - Inde: course au développement et impacts socio-environnementaux</i>	Photo 29 à 34



Photo 1 – Les participants officiels au colloque de Guiyang en juillet 2007, Université Normale du Guizhou.



*Photo 2 – Séance inaugurale du colloque dans la salle de conférence.
(Photo A. Turlet)*



**Photo 3 – Présentation de Pierre Gentelle par le professeur Dan Wenhong.
(Photo M.-L. Penin)**



Photo 4 – Pierre Gentelle et un paysan du Sud Guizhou (village de Yaozhai) en juillet 2007. Celui vient de lui raconter la terrible famine qui s'est produite dans la région durant le « Grand Bond en Avant ». (Photo Richard Maire)



© Musée de Sarreguemines

Photo 5 – Assiette coloniale française représentant un peloton d'exécution japonais fusillant un chinois vers les années 1900. © Musée de Sarreguemines



**Photo 6 – Dans les années 1980, agriculture traditionnelle dans la région du temple de Shaolin (Henan), un des berceaux des arts martiaux.
(Photo P. Gentelle)**



Photo 7 – En octobre 1987, au bord du lac de Kunming. Aujourd'hui ce secteur est totalement urbanisé! (Photo Pierre Gentelle)



Photo 8 – Les canaux autour de la ville de Shuzhou (Jiangsu) dans les années 1970. On était encore pendant la période pauvre de la Chine, juste avant l'ouverture du pays par Deng Xiao Ping. (Photo Pierre Gentelle)



Photo 9 – Vieux quartier (Hutong) de Beijing en 1999. Ces derniers ont presque totalement disparu. (Photo Pierre Gentelle)



Photo 10 – Marché Uygur à Kaschgar en 1992 dans la province occidentale musulmane de Xinjiang. (Photo Pierre Gentelle)

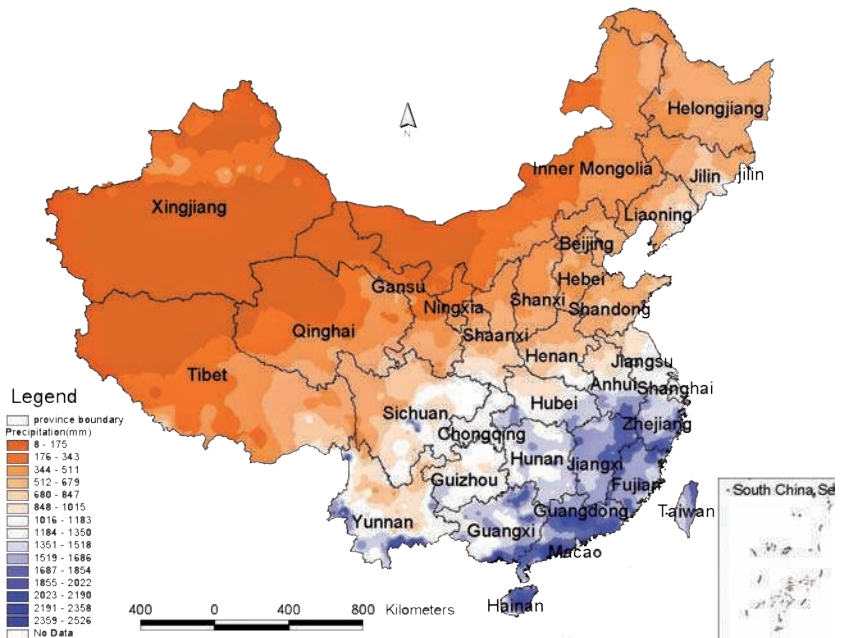


Figure 1 – Répartition des précipitations moyennes annuelles en Chine. (Source : Centre des données sur les ressources et l'environnement de l'Académie des sciences de Chine)



Photo 11 – L'aménagement des champs agricoles : la rizière est située en bas et les champs de maïs s'étagent sur les pentes douces au pied de la montagne.
(Photo Chen Jiangtao)



Photo 12 – Champs de pommes de terre en floraison à Pojiao, mai 2004.
(Photo Chen Jiangtao)

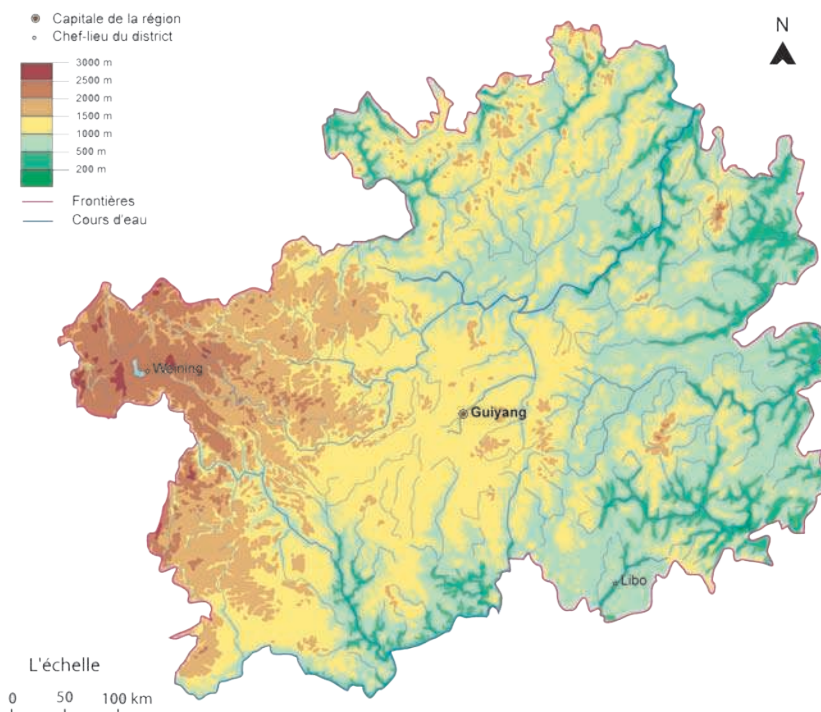


Figure 2 – Le Relief de la province du Guizhou et localisation des 2 communes étudiées : Riolan au sud (District de libo) et Pojiao au nord (district de Weining). (Source : Chen Jingtao, 2007)

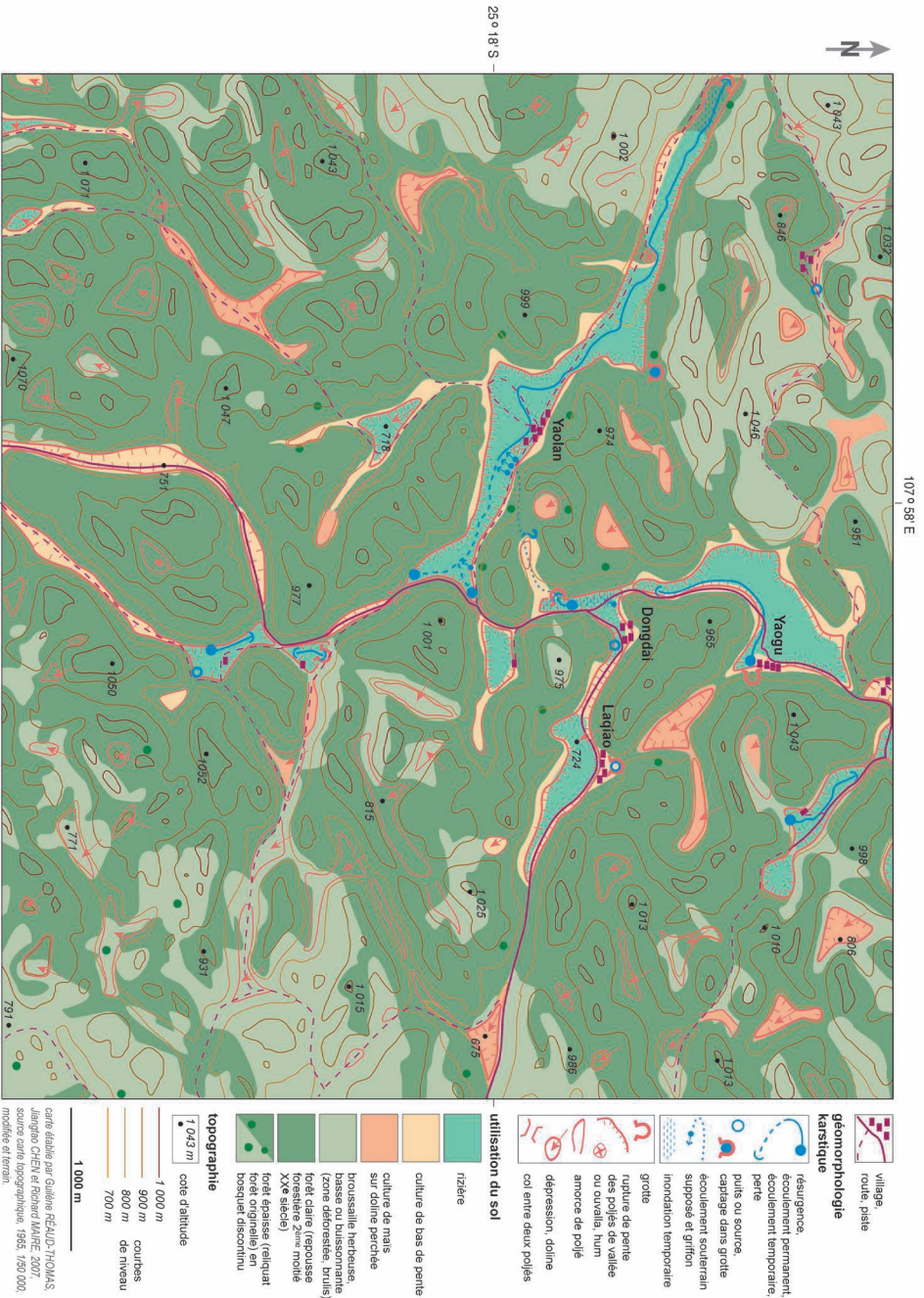


Figure 3 – Utilisation du sol à Raolan (d'après la carte topographique de 1965 à 1/50 000).
 (Cartographie : Guilène Réaud-Thomas, ADES-Dymset-CNRS)

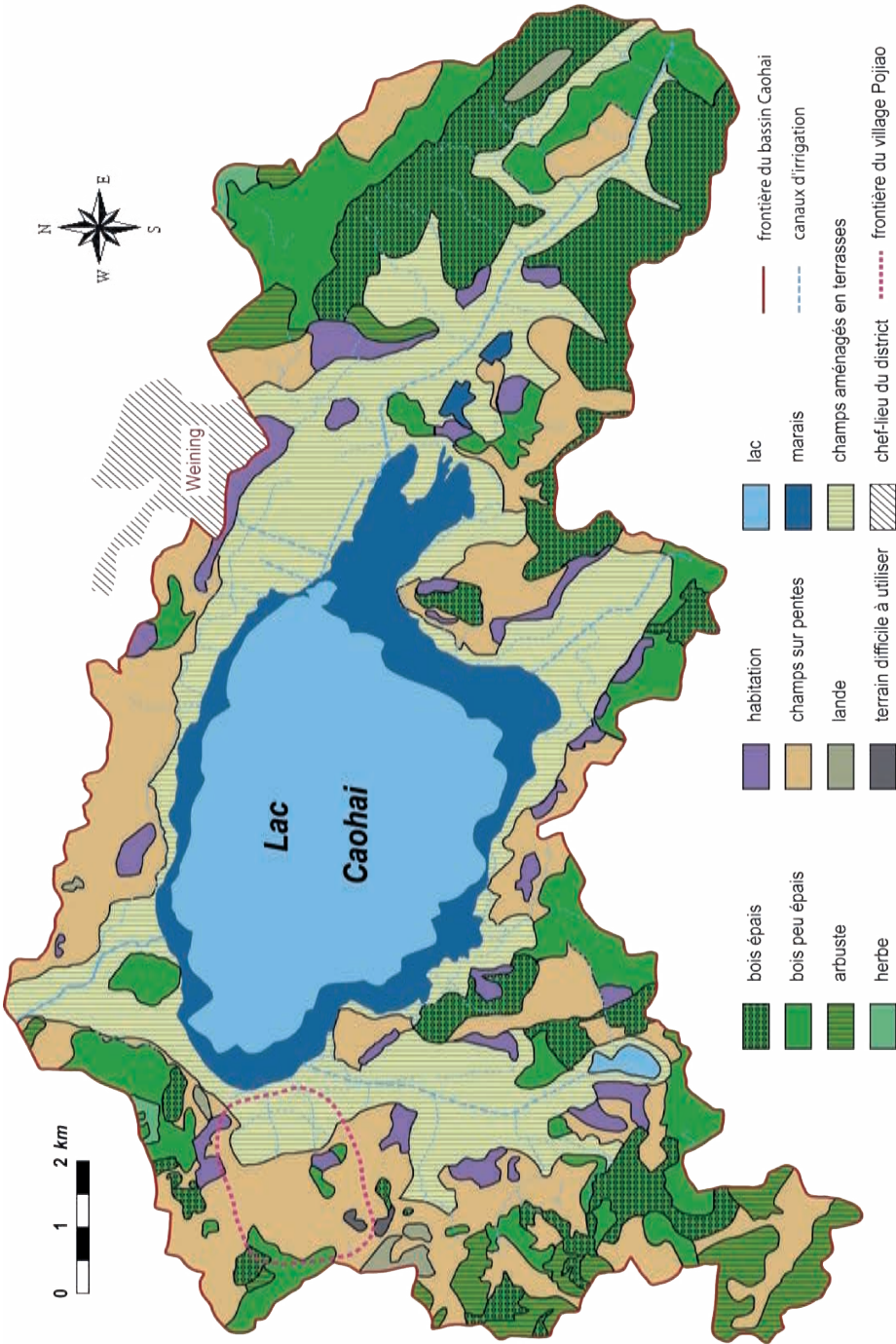


Figure 4 – Exploitation du sol du bassin du lac Caohai et situation du village de Pojiao, à l'ouest.
(Source : Réserve naturelle du lac Caohai, dessin chen jingtao)

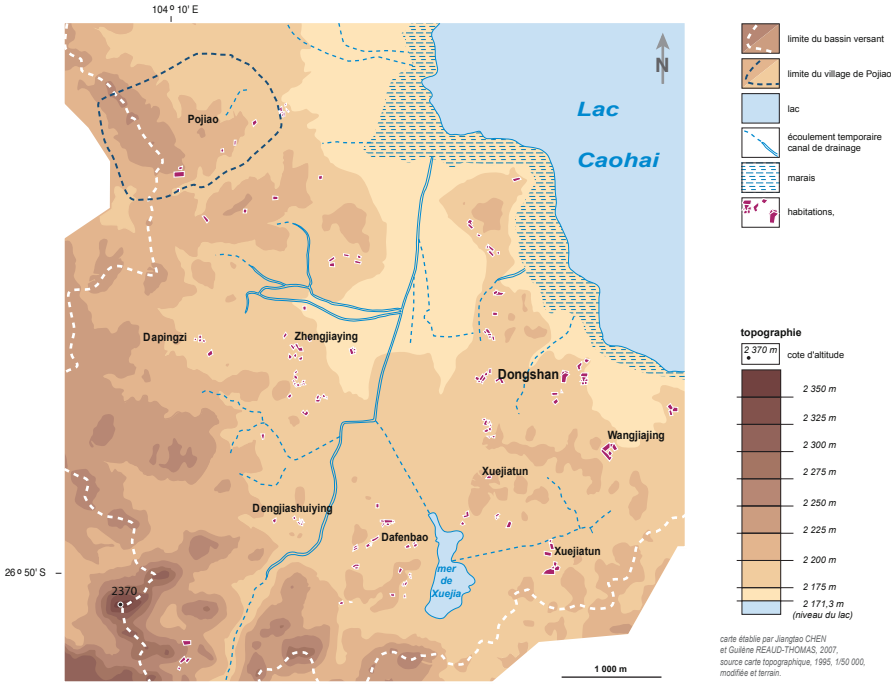


Figure 5 – Relief et habitat du secteur de Pojiao.
 (Cartographie : Guilène Réaud-Thomas, ADES-Dymset-CNRS)

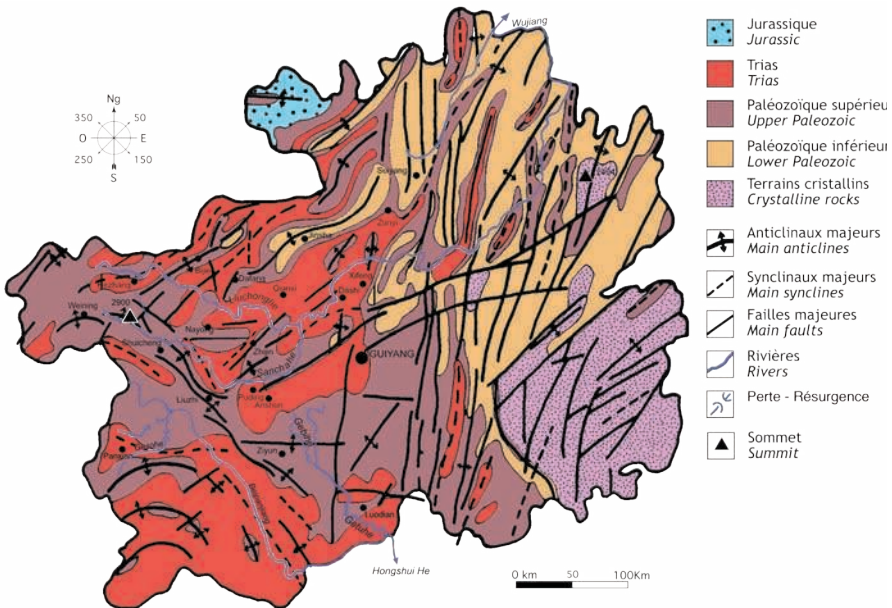


Figure 7 – Carte géologique de la province du Guizhou.
 (D'après Maire et al., 2004)

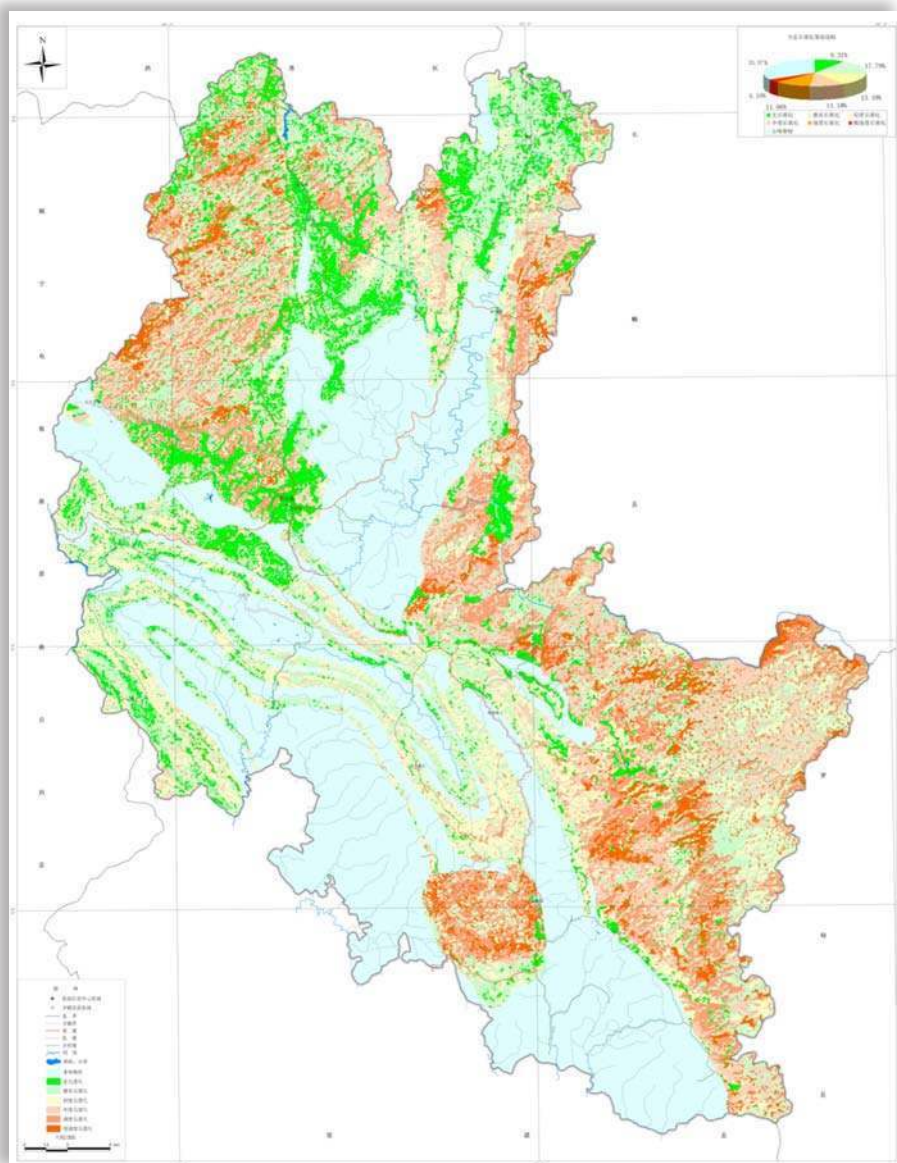


Figure 6 – Répartition des régions désertifiées du district de Ziyun.
(Source : Bureau du développement et de rénovation, avril 2005)

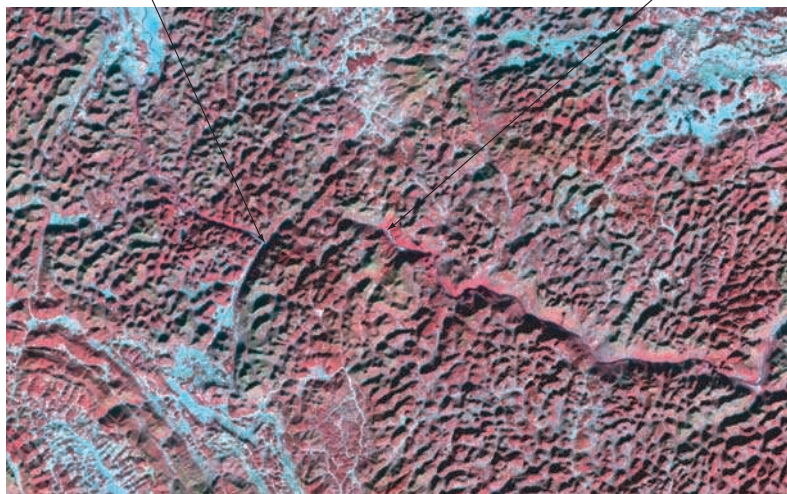
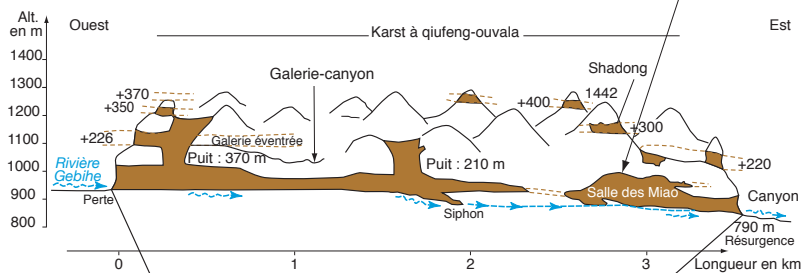
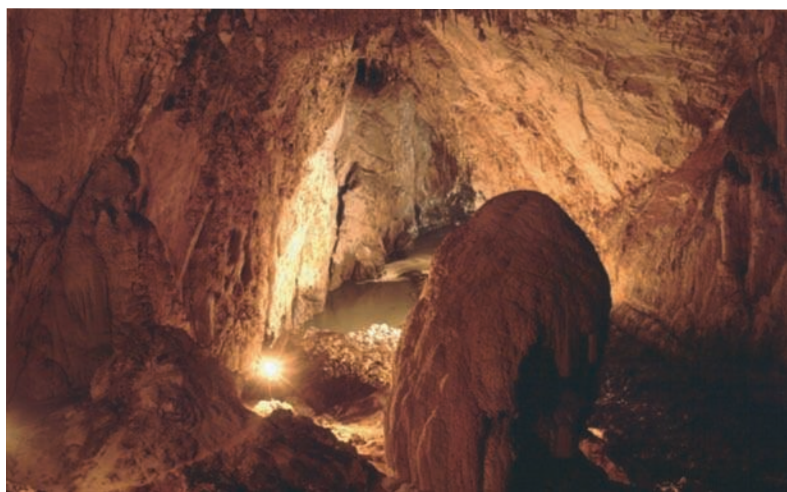


Figure 8 – Un modèle de grotte-tunnel géante à niveaux étagés traversant un karst conique : la Gebihe (Guizhon, Zihun). (D'après Maire et al., 2004)

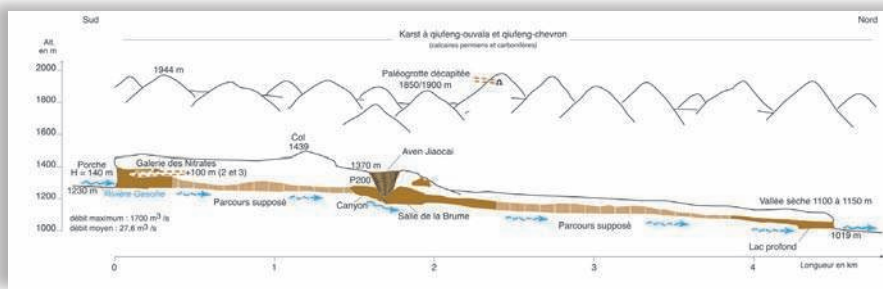


Figure 9 – Un modèle de grotte-tunnel géante sous vallée sèche : la Gesche (Guizhon, Panxian). (D'après Maire et al., 2004)



Photo 13 – Les dolomies du Sinien (700-800 Ma) dans la partie aval des Trois Gorges sur le fleuve Yangtse. (Cliché R. Maire)



Photo 14 – Le massif préhimalayen du Dragon de Jade (Yulongxueshan, 5 600 m) présente une armature de calcaires et de marbres du Dévonien-Carbonifère-Permien dégagés de sa couverture de flyschs du Trias.



Photo 17 – Ce pont-tunnel géant s'ouvre au sud du district d'Anshun dans le centre du Guizhou. Il correspond à un ancien tronçon perché du réseau de Longgongdong. (Photo R. Maire)



Photo 15 et 16 – Les karsts à cônes et pitons du SW du Guizhou (« Les dix mille collines ») illustrent bien l'action de la karstification à partir de la surface pénéplanée datant du milieu du Tertiaire. (Photos R. Maire)



Photo 18 – Karst à buttes dissymétriques de type qjufeng-chevron sur le flanc de l'anticlinal de calcaires permien de Baoji dans le district de Panxian (Guizhou occidentale). (Photo R. Maire)



Photo 19 – Karst à buttes dissymétriques de type qjufeng-chevron sur le flanc de l'anticlinal de calcaires permien de Baoji dans le district de Panxian (Guizhou occidentale). (Photo R. Maire)



Photo 20 – Les basaltes du Mt. Badashan (2 558 m) domine un karst à cônes qui s’est formé dans les calcaires du Permien inférieur après l’érosion de la couverture volcanique imperméable. (Photo R. Maire)



Photo 21 – La perte de Dadong (« grande grotte ») s’ouvre par un porche haut de 100 m à l’extrémité d’un canyon aveugle (Wufeng, Hubei). (Photo Climanthrope)

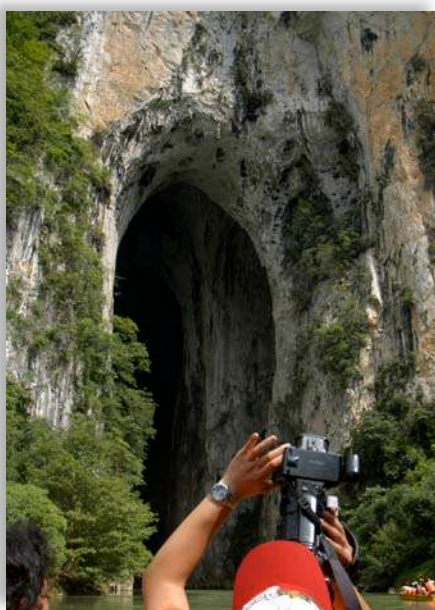


Photo 22 – La perte géante de la Gebihe débute par un porche haut de 120 m dans les calcaires du Permien. En 2005 l’ensemble du site est devenu Parc National avec un aménagement touristique. (Photo R. Maire/colloque franco-chinois 2007, ADES-Dymset, Pessac)



Photo 23 – Ce « tunnel » inactif correspond à l'ancien passage de la Gebihe souterraine. Il est perché à + 226 m en raison de la surrection himalayenne. (Photo R. Maire/colloque franco-chinois 2007, ADES-Dymset, Pessac)

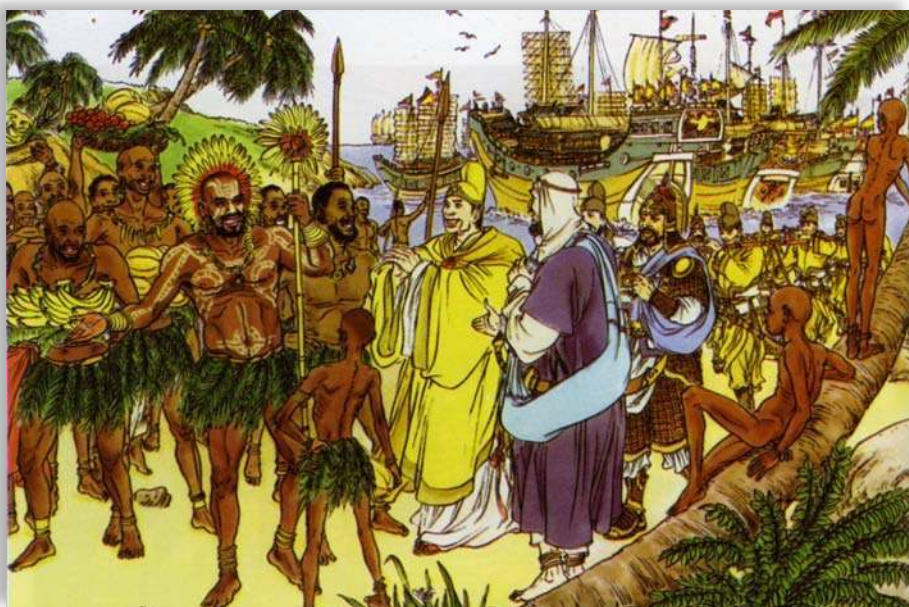


Photo 24 – Peinture chinoise représentant la rencontre de l'amiral Zheng He avec la population africaine de la côte orientale (Somalie) au début du XV^e siècle. (Auteur inconnu).



Photos 25 et 26 – La gare de Tazara à Dar es Salaam (Tanzanie) présente un style monumental typique ; elle a été construite par les Chinois dans les années 1970 en même temps que la ligne de chemin de fer reliant Dar es Salaam à Lusaka en Zambie. (Photo Annie Bart, 1996-1997)



Photo 27 et 28 – Les trains de la ligne de Tazara ont été construits par l'entreprise chinoise Sifang. Depuis 1998, Bombardier (Canada) et Sifang Locomotive and RollingStock Cie forment une joint-venture dédiée à la fabrication de trains à grande vitesse. (Photos H. Mainet, 2010)



Photo 29 – Paysage rural typique dans les karsts du Sud Guizhou : rizières, villages et karsts à tours. (Photo R. Maire)



Photo 30 – Panneau publicitaire (district de Libo, Guizhou) incitant les paysans à investir dans une agriculture moderne (mécanisation, engrais, pesticides). (Photo M.-L. Penin)



Photo 31 : Un exemple de croissance urbaine : la ville de Guiyang, capitale de la province du Guizhou. Pagode ancienne au milieu des immeubles des années 1990 et des tours des années 2000. (Photo R. Maire)



Photo 32 – Exemple d'hypermarché dans le centre ville de Shanghai.
(Photo M.-L. Penin)



Photo 33 – Inde du Sud (Tamil Nadu), rizières vers 200 m d'altitude au pied de la grande chaîne des Ghâts occidentaux. (Photo J.-M. Quitté)



**Photo 34 – Circulation dense des véhicules à l'entrée de New-Delhi en 2011.
(Photo Ange-Lili Mageran).**

